



L'ACTION FRANÇAISE

2
0
0
0

« Tout ce qui est national est nôtre »

3 € | N° 2774 | 63^e année | Du 2 au 15 juillet 2009 | Paraît provisoirement les premier et troisième jeudis de chaque mois | www.actionfrancaise.net

L'HYSTÉRIE JACKSONIENNE

Plus possible ces derniers jours d'ouvrir la radio ou la télévision sans être agressé par les lamentations gratuites, laïques et obligatoires, sur Michael Jackson, décédé ce vendredi 28 juin.

Nous oserons dire comme le ministre des Finances, Christine Lagarde sur LCI, que nous ne nous sentons nullement touchés par la disparition du "roi de la pop".

Cet être indéfinissable ne manquait peut-être pas de talent comme chanteur, danseur ou chorégraphe, mais propulsé au sortir du berceau dans la frénésie médiatique au point de n'avoir jamais pu devenir un adulte, noir désireux d'être blanc au point de torturer sa peau et de se façonner un visage diabolique, père de trois enfants dont l'un né par insémination artificielle et recours à une mère porteuse, intoxiqué par l'abus de médicaments devant le porter au-delà de ses limites, il ne pouvait que connaître une destinée tragique, laissant derrière lui des millions de dettes et la perspective de complications judiciaires démentielles. Il est l'image même de l'aboutissement de la mentalité mondialiste qui croit pouvoir impunément transgresser les différences et les conditions liées à l'ordre naturel.

Comme l'a dit le député Christian Vaneste, c'est aussi l'image « d'une société où à force de croire que tout est possible on finit par ne plus savoir qui l'on est », où l'on se livre à « l'ubris, la démesure que cette civilisation transforme en cauchemar ».

Le meilleur service à rendre à cette incarnation de la décadence pagano-moderne est de l'oublier pour le laisser dormir en paix. ■

PRÉSIDENTIALISME, RÉVOLUTION DES MŒURS...

L'inquiétant virage du sarkozysme



PAGE 3

□ POLÉMIQUE

L'intelligence est un péché

Le maire a finalement renoncé : le collège ouvrant ses portes à La Garenne-Colombes ne portera pas le nom de l'écrivain Kléber Haedens.

On avait cru pouvoir se réjouir en apprenant qu'un secrétaire national de l'UMP, Philippe Juvin, député européen, avait décidé de donner à un nouveau collège de La Garenne-Colombes dont il est le maire, le nom de l'écrivain Kléber Haedens.

Cette édile avait même affiché son désir de braver le politiquement correct en louant l'auteur de *Histoire de la littérature française* comme « un esprit libre et anticonformiste », il prévoyait alors de distribuer cet ouvrage à tous les enfants entrant en sixième « pour développer leur esprit critique ».

Aussitôt tous les maîtres de vertu républicaine, du MoDem au Parti communiste, avaient poussé les hauts cris : Kléber Haedens, rendez-vous compte, était maurassien ! Il ne pouvait qu'avoir tous les défauts du monde, cet ancien du Prytanée militaire de La Flèche, royaliste, collaborateur de *L'Action Française*, puis l'un des fleurons des "anticonformistes des années trente", rédacteur de la chronique théâtrale d'*Aspects de la France*, ami de Pierre Boutang, de Thierry Maulnier, de Roger Nimier, de Michel Déon, d'Antoine Blondin, de Pierre de Bénouville, et, qui plus est, défenseur de l'Algérie fran-

çaise et membre en 1968 du comité du centenaire de la naissance de Charles Maurras !

Cachez ce maurassien...

Pendant des mois la polémique a fait rage dans la cité banlieusarde, les adversaires du projet allant jusqu'à minimiser le talent de ce romancier titulaire de plusieurs prix dont le Grand Prix du roman de l'Académie française en 1974 (deux ans avant sa mort). On lui reprochait même d'avoir trop aimé le vin ! On voulait à tout prix faire croire que M. Juvin cédait à une marotte.

Ce dernier semblait solide puisque lors de la pose de la première pierre du collège en novembre 2008 il avait invité Jean d'Ormesson, de l'Académie française, lequel avait prononcé un brillant éloge de Kléber Haedens.

Nous nous prenions à espérer que la mode de donner à des écoles le mot de Robespierre, de Boris Vian, de Louise Michel... allait laisser place à un peu d'innovation au service de l'intelligence et de l'esprit français. Nous rêvions. Le 20 juin, la nouvelle tombait : M. Juvin se repentait et se couchait devant Patrick Devedjan, président du Conseil général des Hauts-de-Seine, et Isabelle Balkany, chargée des collèges dans le même Conseil. Le collège s'appellera donc finalement Champs-Philippe, du nom du quartier. Quant aux enfants, ils ignoreront Kléber Haedens, ils n'ont pas le droit d'être formés à la liberté de penser...

MICHEL FROMENTOUX

■ FRANCE

Omar Ba :

Un Africain contre l'immigration

PAGE 5



■ EUROPE

Exit la Tchèque :

La Suède préside le Conseil de l'UE

PAGE 7



se2009.eu

■ HISTOIRE

Colloque de Metz :

Jacques Bainville à l'étranger

PAGE 16



» TRANSFERT

Airbus a livré le 23 juin le premier A320 assemblé à Tianjin. L'avionneur s'était im-



planté en Chine pour rattraper son retard sur Boeing. Le pari semble gagné : en cinq ans, ses parts de marché sont passées de 18 à 40 %.

« La vitesse à laquelle le projet de Tianjin a décollé est stupéfiante » : trois ans auparavant, « là où est érigée cette immense usine ultramoderne, il n'y avait rien, hormis des marécages » rapporte Arnaud de La Grange (*Le Figaro*, 24/06/09). Mais les coûts d'assemblage y sont plus élevés qu'à Toulouse ou Hambourg. Quant aux risques liés aux transferts de technologies, ils sont d'autant plus pesants que « des tentatives d'intrusion dans les systèmes informatiques auraient été décelées à diverses reprises ».

» OUVERTURE

L'État devrait céder prochainement 15 % du capital d'Areva, le champion français du nucléaire. « Le Japonais Mitsubishi Heavy Industries (MHI) et des fonds souverains, en particulier le fonds Mubadala d'Abou Dhabi, figurent parmi les acquéreurs potentiels » précise le *Financial Times* cité par Ana Lutzky (*L'Usine Nouvelle*, 26/06/09).

L'ACTION FRANÇAISE

10 rue Croix-des-Petits-Champs
75001 Paris
Tél. : 01 40 39 92 06 - Fax : 01 40 26 31 63
www.actionfrancaise.net
redaction@actionfrancaise.net
secretariat@actionfrancaise.net
abonnements@actionfrancaise.net
ISSN 1166-3286

Directeur de 1965 à 2007 : Pierre Pujo
Directeur de la publication : M.G. Pujo
Rédacteur en chef : Michel Fromentoux
Rédacteur graphiste : Grégoire Dubost
Politique :
Guillaume Chatizel, Jean-Philippe Chauvin,
Michel Fromentoux, Nicolas Hainaut,
Stéphane Piolenc
Étranger :
Charles-Henri Brignac,
Guy C. Menusier, Pascal Nari
Économie : Henri Letigre
Enseignement, famille, société :
Stéphane Blanchonnet,
Jean-Pierre Dickès, Michel Fromentoux,
Aristide Leucate, Frédéric Wincler
Culture :
Monique Beaumont,
Anne Bernet, Renaud Dourges, Gaël Fons,
Norbert Multeau, Jean d'Orniac,
François Roberday, Alain Waelkens
Histoire :
Yves Lenormand, Laure Margailan,
René Pillorget, Francis Venant
Art de vivre : Pierre Chaumeil
Chroniques :
François Leger, Jean-Baptiste Morvan
Abonnements, publicité, promotion :
Monique Lainé

□ RÉFÉRENDUM

Sarkozy larguera-t-il la Martinique ?

Adapter le cadre départemental aux spécificités locales semble opportun. Toutefois, agitée dans les Antilles, la perspective d'une "autonomie" sera revendiquée par des révolutionnaires violents comme une première étape vers l'indépendance... Prudence !

Le voyage - bien tardif ! - de Nicolas Sarkozy en Guadeloupe et Martinique les 25 et 26 juin, aura-t-il contribué à apaiser les esprits dans ces îles à feu et à sang il y a encore quelques mois ? Sa proposition de référendum sur l'autonomie de la Martinique - comme s'il oubliait qu'il est garant de l'intégrité du territoire national -, a de quoi gravement inquiéter ceux qui savent le profit qu'en tireront les indépendantistes. Beaucoup tirent déjà la sonnette d'alarme en pensant au sort d'Haïti après son indépendance...

Deux notions

Notre ami guadeloupéen Édouard Boulogne, pour sa part n'est pas systématiquement hostile à M. Sarkozy, mais il est lucide. Nous citons ici quelques extraits tirés de son blog.

J'ai accepté cette idée, prise à son compte par le président, que la spécificité géographique de notre département pouvait justifier des modes particuliers de mise en œuvre des lois générales de la nation française, autrement dit un approfondissement de la décentralisation (mais sans fermer la possibilité d'ouvertures). [Toutefois], les distinctions entre les notions d'indépendance (qu'il récuse, verbalement), et d'autonomie, ont pour nous un autre retentissement que pour M. Sarkozy, natif de Neuilly-sur-Seine.

Plus d'autonomie, de capacité à gérer sur place, dans un cadre départemental adapté, ne nous fait pas peur. Mais "l'autonomie de la Guadeloupe" a pour nous



MARCHÉ À SAINTE-ANNE

« Les distinctions entre les notions d'indépendance (qu'il récuse, verbalement), et d'autonomie ont pour nous un autre retentissement que pour M. Sarkozy, natif de Neuilly-sur-Seine. »

une autre résonance. Depuis plus de quarante ans, elle est perçue [...] comme la première étape, et revendiquée comme telle, de l'indépendance, d'une indépendance à contenu violent et révolutionnaire, par ceux-là même qui ont mis la Guadeloupe sur les genoux depuis six mois, et qui sont symbolisés par l'UGTG, et ses hordes de macoutes.

L'autonomie est aussi le programme (et pas seulement à la Martinique) de cette pseudo-élite

de politiciens, avides d'honneurs, de prébendes, et de pouvoir, que le peuple désavoue lors des scrutins majeurs, bien contraint de s'en accommoder lors des élections locales, faute de mieux.

Refus en 2003

C'est pourquoi Guadeloupe et Martinique en 2003 (et plus particulièrement la Guadeloupe, à 75 %) ont refusé "l'évolution institutionnelle". Et pourtant "ils"

veulent nous la refiler encore aujourd'hui, comme si la seule volonté acceptable par ces messieurs était celle qui correspondrait à leurs caprices. Et le président écouterait la "volonté des Guadeloupéens et des Martiniquais". C'est ce qu'il dit. À nous de lui faire entendre, en direct, la vraie volonté populaire.

À nous de nous mobiliser

J'ai retenu mercredi dernier le propos du sénateur Jacques Gillot, à la fin d'un long débat sur l'utilité d'élaborer un projet d'autonomie au suffrage populaire après un délai de dix-huit mois. Tout au long du débat, les intervenants et M. Gillot s'étaient prévalu de leur représentation populaire. Mais le président du Conseil général, reconnaissait la difficulté qu'il y aurait à convaincre ledit peuple. Cet homme révélait son goût apparent du paradoxe, à moins que ce soit son cynisme !

C'est la raison pour laquelle, je crois, chers lecteurs, que tout découragement, toute lassitude, seraient détestables. Notre handicap principal se situe au niveau de la possession des médias et des secteurs les plus militants de l'université, par les idéologues de la "séparation", de la rupture. Il en était de même en 2003. Et pourtant nous avons gagné. À nous de nous mobiliser pour que triomphent le bon sens, et les véritables intérêts de la Guadeloupe et de la Martinique..

ÉDOUARD BOULOGNE

* www.lescrutateur.com

» DRACULA

La Télévision suisse romande s'attaque à Nicolas Sarkozy, « vampire des médias ». Début juin, l'émission *Temps présent* s'est proposée de disséquer « les relations dangereuses existant entre le pouvoir français et l'information ». Disponible sur Internet (www.ts.ch), le reportage est accompagné d'un commentaire se voulant édifiant : « Les journalistes [...] se plaignent de ne pas pouvoir travailler librement, sans craindre que les foudres présidentielles ne s'abatent sur eux. [...] Un récent rapport publié par Reporter sans frontière international situe la France au rang peu enviable du



pays européen qui détient le record d'interventions policières ou judiciaires contre des journalistes. Dans ce contexte médiatique explosif où la censure ne porte pas son nom, c'est l'autocensure qui s'installe insidieusement dans certaines rédactions. Une menace sur la liberté de la presse qui, pour certains, met en danger la démocratie. »

» GOUVERNANCE

La Commission européenne appelle les gouvernements à jouer « un rôle plus actif dans le processus décisionnel clé sous-jacent au développement de l'internet ». Dans une communication adressée le 18 juin au Parlement et au Conseil, elle souligne que la Toile est placée sous la houlette de l'ICANN, une société de droit californien dont les accords avec le gouvernement américain arrivent à

échec en septembre. « Il est dès lors opportun pour l'UE [...] de déterminer les changements éventuels à envisager. » La Commission promeut une gouvernance multilatérale, sans oublier que Washington « n'a jamais cessé de dire qu'il garderait le contrôle effectif de la coordination des fonctions essentielles en matière de noms et adresses au niveau mondial ».

» DIPLOMATIE 2.0

Dès l'annonce de la réélection d'Ahmadinejad en Iran, plusieurs sites gouvernementaux ou semi-officiels auraient été rendus inaccessibles par des internautes "hacktivistes". Opérant depuis le monde entier, ceux-ci profitent des "kits de piratage" proposés sur la Toile. Les contestataires ont également exploité le web 2.0, avec la complicité du département d'État américain.

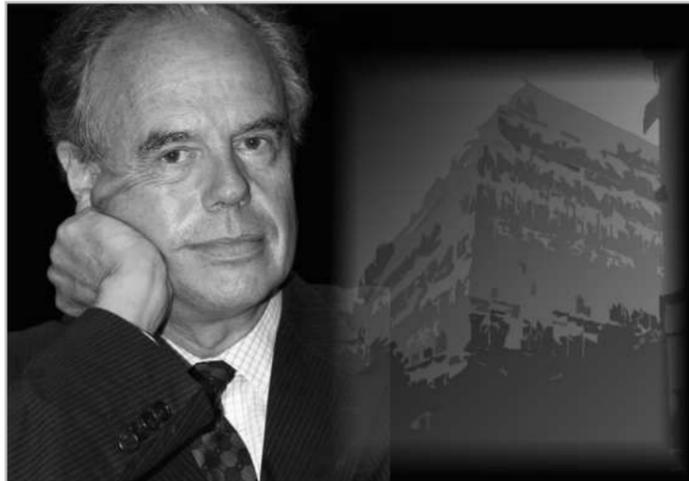
Jared Cohen, un haut-fonctionnaire de vingt-sept ans, est intervenu directement auprès de Jack Dorsey, le cofondateur de *Twitter* (un service de "micro-blogging"), pour obtenir le report d'une opération de maintenance. En dépit de l'embarras affiché par la Maison Blanche, Hillary Clinton a défendu cette initiative, déclarant selon le *Los Angeles Times* qu'il était important de garder « cette ligne de communication ouverte pour permettre aux gens de partager des informations » (*Arrêts sur images*, 18/06/09). Charles Bwele évoque « un tournant diplomatique et stratégique » sur le site de l'Alliance géostratégique (19/06/09) : « Forte d'une industrie logicielle et infomédiaire [...] sans rivale, l'Amérique intègre ingénieusement le cyberactivisme et le support technique inhérent à sa politique étrangère. »

PRÉSIDENTIALISME, RÉVOLUTION DES MŒURS...

L'inquiétant virage du sarkozysme

La ronde de courtisans s'est jouée dans la précipitation, autour de ministères aux noms nouveaux, parfois étranges, souvent très longs et compliqués. Aucun ne revêt le prestige qui lui permettrait de tracer les grandes lignes des activités de la nation... Commentaire du nouveau trombinoscope gouvernemental.

La France a vécu du 22 au 26 juin une de ces grandes semaines sarkozyennes, où comme aux Galeries Lafayette il se passe toujours quelque chose. Cela a commencé "royalement", si l'on peut dire, puisque le président de la République avait choisi, de s'adresser aux sénateurs et députés réunis en Congrès au château de Versailles. Une si coûteuse solennité, bien que conforme à la Constitution, s'imposait-elle ? Ni les circonstances, ni les décisions qu'il avait à annoncer ne semblaient en réclamer autant. Une fois de plus on a vu cet homme qui n'est que ce qu'il est chercher à se hausser au niveau de l'Histoire. Comportement de parvenu féru de tape-à-l'œil.



Frédéric Mitterrand est assurément un homme cultivé et un distingué causeur. Toutefois...

République en mouvement

Il a parlé de « *changement profond dans notre tradition républicaine* », proposant essentiellement « *le mouvement* ». La république va donc bouger... Pour aller où ? En fait, il laisse entendre une fois de plus qu'il compte attirer à lui toutes les activités du pays. La seule nouveauté aura été l'annonce d'un grand emprunt national qui, sous prétexte de juguler la "Crise", approfondira la dette publique. Puis il a redit sa volonté quelque peu utopiste de concilier régulation et mondialisation, avant d'en venir à la laïcité appelée désormais « *principe de neutralité et de respect* », mais c'était pour dire que la religion musulmane doit être respectée, même si « *la Burqa ne sera pas la bienvenue* ». Quelques mots encore sur le dossier épineux des retraites, mais sans proposer la moindre mesure pour redresser notre démographie.

Voilà, c'est tout. On a surtout compris qu'il veut encore plus décider de tout, sans se donner les

moyens de prendre du champ et d'arbitrer au-dessus de la mêlée. Cette caricature de monarchie finira mal.

Dans ces conditions le nouveau trombinoscope des ministres nommés deux jours après revêt un intérêt très relatif. Nous ne sommes plus au temps où quelques grands et prestigieux ministères traçaient les grandes lignes des activités de la nation. On voit pulluler des ministères aux noms nouveaux, parfois étranges, souvent très longs et compliqués, qui servent à placer, à remplacer ou à déplacer comme dans une « *ronde de courtisans* » (la formule est de Jean-Marie Le Pen), telles personnalités "ouvertes" à la mentalité du moment, utiles pour un temps et que le président rejette quand elles ont fini de lui plaire...

Exit Boutin

Quelques changements à noter : d'abord les femmes ne sont plus que treize pour vingt-cinq hommes ! Michèle Alliot-Marie quitte l'Intérieur pour la Justice en remplacement de Rachida Dati, partie pour le Parlement euro-

péen (cela fait tout de même plus sérieux, mais la succession n'est pas un cadeau !); Brice Hortefeux quitte le Travail pour prendre l'Intérieur, l'Outre-mer et les Collectivités locales ; Jean-Louis Borloo se retrouve avec l'Écologie, l'Énergie, le Développement durable, la Mer, les Technologies vertes, les Négociations sur le climat (ouf !). Xavier Darcos, piètre ministre de l'Éducation, prend le Travail, les Relations sociales, la Famille et la Solidarité et cède la rue de Grenelle à Luc Chatel (un partisan forcené du travail le dimanche !); Marie-Luce Penchard (fille de Lucette Mlichaux-Chevry), devient secrétaire d'État chargée de l'Outre-mer, en remplacement de l'inconsistant Yves Jégo ; on voit apparaître un secrétariat d'État aux Aînés (?) confié à Nora Berra...

Nous ne pouvons citer les trente-huit noms de l'équipe. Quelques départs significatifs, toutefois : Christine Albanel, si maladroite avec son projet Création et Internet, quitte la Culture ; de même, Bernard Laporte, que tout le monde avait déjà oublié, laisse les Sports à Rama Yade,

dont le secrétariat aux Droits de l'Homme disparaît (ce n'est pas une punition, ni une rétrogradation, précise-t-on en haut lieu...).

Le renvoi de Christine Boutin, ministre du Logement, s'effectue dans les pleurs et les grincements de dents : la dame se dit choquée de ne pas avoir été avertie : « *C'est peut-être un délit de sale gueule d'être catholique.* » Elle aura tout le temps maintenant de méditer sur son rôle évanoui de caution catholique dans un gouvernement qui n'a que faire du passé chrétien de la France... Il y avait longtemps que M. Sarkozy ne la supportait plus. Elle caresserait, dit-on, l'espoir d'être nommée ambassadeur au Vatican, ou plutôt "près le Saint-Siège", précise le site du *Salon Beige*...

Ave Mitterrand

Il importe pour comprendre la "philosophie" du changement sarkozien, de s'arrêter un peu sur deux entrées particulièrement remarquées. D'abord Pierre Lellouche est nommé secrétaire d'État aux Affaires européennes : nul n'ignore qu'il est un farouche partisan de l'entrée de la Turquie dans "l'Europe" et qu'il piaffe de voir l'Union européenne rester ce qu'il appelle un « *club chrétien* ». La perfidie du président de la République se disant sur tous les tons opposé à l'entrée de la Turquie, apparaît au grand jour avec cette nomination aussitôt saluée à Ankara.

Nous avons gardé le plus sulfureux pour la fin. Après avoir demandé à Jack Lang qui n'en veut plus, M. Sarkozy, sur le conseil de Carla Bruni, a donné la Culture à Frédéric Mitterrand. M. Mitterrand neveu (nous n'oserions dire Mitterrand le Petit comme Victor Hugo classant les Napoléon...) est assurément un homme cultivé et un distingué causeur. Nul ne le croit vraiment de gauche, il se dit

fasciné par la monarchie et en parle fort bien, mais il est aussi un homosexuel notoire, animateur il y a peu de la chaîne *Pink TV* (le soir juste avant le porno)... puis appelé à la très sérieuse direction de la villa Médicis à Rome. Quelques jours avant la Gay Pride (samedi 26) son arrivée rue de Valois a constitué un beau cadeau pour la communauté "gay" et pour tous les militants du mariage homosexuel et de l'adoption d'enfants par les couples de ce milieu. Ceux-ci ont d'ailleurs avec ce gouvernement mille raisons de se réjouir puisque Mme Nadine Morano reste secrétaire d'État chargée de la Famille, et continue de préparer le fameux statut du beau-parent... Telle est la République "en mouvement" ...



Christine Boutin : « *C'est peut-être un délit de sale gueule d'être catholique.* »

Tout cela s'est opéré dans une précipitation vertigineuse, les passations de pouvoir ont été bâclées et le président s'est dépêché de recommander aux ministres d'être « *prudents dans leur expression publique* » (avec des personnes venues d'un peu partout, on ne sait jamais...). Une telle course ne préfigure pas une bonne politique... Pour aller encore plus vite, M. François Fillon, Premier ministre, qui n'avait guère existé durant toute la semaine, a convoqué tous les ministres pour une séance de travail le dimanche 28 juin ! Sans aucune urgence, agir ainsi est vouloir ostensiblement montrer que désormais les mœurs chrétiennes ne sont plus intangibles en France.

Les défenseurs de l'âme chrétienne de notre pays doivent se préparer à combattre...

MICHEL FROMENTOUX

NOTRE SOUSCRIPTION POUR L'AF

NOS LECTEURS À CONTRIBUTION

Les publications hebdomadaires et périodiques voient, chaque année, leurs ventes diminuer de 3 à 4 %, phénomène dû notamment au développement d'Internet. Le mouvement semble s'accélérer, puisque les NMPP 1, principal diffuseur de ces publications sur les points de vente au numéro, ont constaté à fin avril, sur les douze derniers mois, une baisse des ventes de 10 %, y compris pour les hebdomadaires. Baisse constatée notamment chez les diffuseurs traditionnels (maisons de la presse, bars-tabs, stations d'essence...). Les temps sont

durs pour tous les périodiques, spécialement pour la presse d'opinion. Cependant, pour *L'AF 2000*, le journal de l'Action française, instrument indispensable pour faire connaître nos idées, on n'enregistre aucune baisse depuis le début de l'année. Tous nos amis de Paris et de Province peuvent nous aider dans cette diffusion : en veillant à ce que notre journal soit bien visible sur les linéaires, ce qui a une influence sensible sur les ventes ; en nous signalant les dépositaires qui reçoivent trop d'exemplaires par rapport aux ventes ; en nous signalant également ceux chez qui nous aurions intérêt à être en vente ; et bien sûr en s'abonnant,

ce qui est le mode de diffusion le plus rentable pour notre journal. Les vacances approchent, une période toujours difficile pour les finances du journal. Donnez-nous les moyens de la passer sans encombre en envoyant votre obole même modeste, avant de partir vous reposer.

Merci d'avance.

MARIELLE PUJO

1 - *Nouvelles Messageries de la Presse Parisienne.*

* Prière d'adresser vos dons à Mme Geneviève Castelluccio, *L'Action Française 2000*, 10 rue Croix-des-Petits-Champs, 75001 Paris.

LISTE N° 7

100 euros pour l'AF : Mme Jacqueline Gancel, 125 ; Jean-Baptiste Morvan, 150 ; Pierre Angilbert, 200 ; Virements réguliers : Mme Yvonne Peyrerol, 15,24 ; Mlle Annie Paul, 15,24 ; Mme Françoise Bedel-Giroud, 30,49 ; Henri Morfin, 32. Gérard Wailliez, 20 ; « *Anonyme Rouen* », 50 ; Jacques Lamonerie, 50.

Total de cette liste : 687,97 €
Listes précédentes : 5 099,48 €

Total : 5 787,45 €
Total en francs 37.963,18 F

» BANQUIERS

« Les banques marocaines se disputent le Val-Fourré » observe *Le Parisien* (22/06/09). Dans cette cité de Mantes-la-Jolie, la communauté marocaine compte en effet parmi les plus importantes de France... La finance islamique a par ailleurs le vent en poupe. Elle était au cœur du Forum du dialogue bancaire franco-arabe organisé à Paris les 28 et 29 mai. *BFM* prodigue même des conseils aux auditeurs tentés par des placements conformes à la charia.

» MENTALITÉS

C'est peut-être le signe d'une évolution des mentalités, et probablement une conséquence de l'engagement de la France en Afghanistan. Dans un article publié par la revue trimestrielle *Inflexions*, le colonel Lecointre prend le contrepied de l'angélisme dominant souvent l'évocation des questions militaires : « Au nombre des refus pathologiques à admettre la réalité, le déni de la violence est peut-être l'un des plus pervers. [...] Considéré par les Européens comme un summum de civilisation, le déni de recours à la force peut être compris par d'autres soit comme une contrainte normative particulièrement hypocrite, soit comme une forme de décadence ou tout au moins de faiblesse à exploiter. Sans doute plus grave encore, cette annihilation incantatoire de la violence par la délégitimation de toute forme de guerre prive les relations internationales d'un espace ritualisé où les tensions extrêmes peuvent s'exalter en confrontations armées encadrées par le droit. [...] Sans ennemis, il n'y a certes pas de combat, seulement une chasse au contrevenant pour restaurer la paix et l'ordre. Mais sans ennemi et sans combat, il n'y a pas non plus de "paix des braves". » (*Secret Défense*, 22/06/09)

□ FISCALITÉ

Boire et manger moins cher ?

La TVA dans la restauration est enfin réduite à 5,5 % depuis le 1^{er} juillet. Cela représente pour l'État un sacrifice 2,35 milliards d'euros. La baisse des prix et les 40 000 emplois promis seront-ils au rendez-vous ?

On l'attendait depuis sept ans, et beaucoup n'y croyaient plus... Cette baisse de la TVA dans la restauration (de 19,6 à 5,5 %) a été finalement obtenue à Bruxelles en mars dernier ; elle est entrée en vigueur ce mercredi 1^{er} juillet. Quand ces lignes paraîtront, nos lecteurs auront pu d'eux-mêmes constater ce qu'il en sera dans les cafés, brasseries, bars, cafétérias, casinos et restaurants.

Les spécialistes estiment que la baisse devrait être en fait de 11,8 % sur les produits les plus courants : entrée, plat chaud, plat du jour, dessert, menu entrée-plat, menu plat-dessert, menu enfant, jus de fruits ou soda, eau minérale, café, thé ou infusion. Un plat vendu 10 euros HT est actuellement facturé 11,96 euros TTC ; à partir du 1^{er} juillet, il ne coûte en principe plus que 10,55 euros. De même un menu à 15 euros ne devrait plus coûter que 13,20 euros.



Attention : les boissons alcoolisées sont exclues des produits qui baisseront ; le puritanisme de l'anti-alcoolisme s'est insinué même ici, comme si l'alcool était toujours et partout un

luxé... Cette baisse ne sera pas du tout obligatoire ; certains patrons pourront baisser un peu plus, mais ne nous faisons pas d'illusions ! D'autres, pas du tout ! Ou sur certains produits seule-

ment... On pense que la pénitence des récalcitrants sera dans l'amincissement de leur clientèle. Les restaurateurs ayant accepté de baisser leurs prix afficheront un petit écriteau officiel « La TVA baisse, les prix aussi » ; il faudra être vigilant avec les garçons ou les serveuses...

Il semble que si les grandes chaînes de restaurants ont les moyens de lancer des promesses mirobolantes de baisses de leurs menus, les petits patrons indépendants, eux, soient plus hésitants, craignant de voir baisser avec leur revenu leur chiffre d'affaire. Ce n'est donc pas encore demain que l'on mangera gratis.

Quant à l'État, on estime qu'il sacrifie dans l'affaire 2,35 milliards d'euros (3 milliards de manque à gagner compensés par 650 millions d'euros d'aides supprimées). De leur côté les professionnels se seraient engagés à créer 40 000 emplois (dont la moitié pour des jeunes). Les promesses de hausse des salaires, d'amélioration des conditions de travail (qui sont souvent dures dans ce métier-là) seront-elles tenues ? Il reste encore bien difficile de savoir si, en ce 1^{er} juillet où augmentent les prix des transports en île-de-France, cette nouvelle aura de quoi rasséréner quand même les consommateurs et les serveurs...

» FRONT NATIONAL

Le FN est à la fête. Le 23 juin, la Cour de cassation a annulé la peine de trois mois de prison avec sursis et 5 000 euros d'amende infligée Bruno Gollnisch pour contestation de crimes contre l'humanité. Le 28 juin, la liste frontiste est arrivée en tête à l'issue du premier tour des élections municipales d'Hénin-Beaumont, recueillant 39,3 % des voix. Le parti est fortement implanté dans cette commune du Nord-Pas-de-Calais depuis les années quatre-vingt-dix. Interrogée par *Libération* (29/06/09), Nonna Mayer, explique que « Steeve



Briois, un cadre du FN très présent et dynamique, récolte le fruit de son travail de terrain. Marine Le Pen, qui y a commencé sa carrière politique en 1999, et lui quadrillent systématiquement le coin, à la rencontre de la population, jouent sur les divisions de la gauche et sur l'incapacité des politiques à résoudre les problèmes sociaux. » En l'absence d'une triangulaire dimanche prochain, l'émergence d'un "nouveau Vitrolles" lui semblerait toutefois peu probable.

» TRANSFUGE

Passé jadis du FN au MPF, Guillaume Peltier rejoint aujourd'hui l'UMP. Son adhésion serait imminente selon *L'Express* (26/06/09). « Le parti de la ma-

jeunesse compte sur ce jeune homme de trente-deux ans [...] pour participer lors des élections municipales de 2014 à la reconquête de Tours, gérée par le PS depuis 1995. Guillaume Peltier devrait dans un premier temps être candidat aux cantonales de mars 2010. »

» ÉTOURDERIE

« Le président de la République a été très clair là-dessus [...] quand on se présente à une élection, c'est pour siéger dans l'assemblée pour laquelle on a été candidat. » Luc Chatel, le porte-parole du gouvernement, l'avait proclamé à la sortie du Conseil des ministres le 28 janvier. Brice Hortefeux est pourtant transféré à l'Intérieur, et

Nora Berra promue secrétaire d'État en charge des "Aînés". Tous deux avaient été élus députés au Parlement européen à la faveur de la débâcle socialiste.

» HADOPI

Le président de la République a débarqué Christine Albanel, non sans affirmer sa volonté d'aller « jusqu'au bout » dans son projet de protection des droits d'auteur sur Internet. Après la censure du Conseil constitutionnel, la "patate chaude" a été confiée à Michèle Alliot-Marie. Celle-ci a présenté un projet de loi en Conseil des ministres dès le 24 juin, alors qu'elle venait d'être nommée ministre de la Justice. Peut-être l'a-t-elle découvert en même temps que ses collègues...

NOTRE JOURNAL VOUS INTÉRESSE ?



Pour lui permettre de vivre, abonnez-vous, faites des abonnés !

BULLETIN D'ABONNEMENT EN PAGE 13

Un heure avec le duc de Vendôme

Les téléspectateurs de *KTO* ont passé samedi 21 juin une heure avec le prince Jean, duc de Vendôme. Reçu par Emmanuelle Dancourt dans le cadre de l'émission *V.I.P. - Visages inattendus de personnalités*, le jeune marié, qui touchait si souvent son alliance..., a évoqué en toute simplicité la belle journée réellement capétienne de Senlis le 2 mai dernier. Puis la conversation a porté sur les grands axes de l'action qu'entend mener le Prince, très ancré dans la tradition et en même temps résolument moderne. D'où sa volonté de servir le patrimoine, tout en allant sur le terrain au contact des réalités du moment, - sa volonté aussi de rester libre, à l'exemple de son grand-père, pour ajouter sa propre pierre à l'édifice. Au sujet de la "Crise", il a constaté qu'hélas les mécanismes virtuels de

la bourse amènent à substituer la notion de profit à celle de service. La vie en société souffre de ce « repli sur soi ». Très critique à l'égard de l'Europe qui se construit, « plus technique qu'humaine, plus mercantile que politique », il a souhaité une Europe des pays et des entités culturelles.

UN PRINCE DÉPUTÉ ?

Pour faire valoir des principes clairs et précis (prince et principes ont la même étymologie...), il n'a même pas exclu la possibilité d'être un jour député européen... Prince chrétien, auteur d'une thèse sur le bien commun, toujours désireux de conduire sa vie selon l'éducation qu'il a reçue, il a montré la nécessité, dans une société qui s'effrite, de revenir aux bases solides, de défendre la famille, la vie, le repos du dimanche... À la veille de son départ avec Philomena sur

la route de Saint-Jacques de Compostelle, il a évoqué avec tact son frère et sa sœur handicapés, disant le rôle qu'ils ont joué dans sa propre façon d'envisager la vie. Il s'est montré aussi passionné d'environnement, expliquant comment il utilise les énergies renouvelables dans sa propriété forestière. Puis il a défini ses souhaits pour la France : que « cessent les comportements égoïstes », que chacun retrouve le souci de l'autre, que les élites élaborent un « projet politique qui fasse aimer notre pays », rendant les jeunes sensibles à notre histoire et à la beauté des choses, enfin que la famille, lieu de vie sociale, soit remise à l'honneur. Tout au long de l'émission le Prince est apparu comme un homme de lien, soucieux de voir les Français s'unir sur un projet digne d'eux. On était loin des discours électoralistes...

M.F.

» COUR

La cour engendre nécessairement quelques faux frais et, selon le député PS René Dosière, qui a étudié de près le budget de l'Élysée, celui-ci aurait augmenté de 18,5 % en un an, soit sept fois plus que le budget du pays, à 113 millions d'euros. Si l'Élysée conteste les critiques du député, ce dernier estime que la transparence n'est pas faite, allant même jusqu'à parler de « manipulations budgétaires ».



» PRÉCOCE

On avait pu croire que la jeune génération politique, à droite comme à gauche, voulait rompre avec des pratiques appartenant au passé. Ce n'est visiblement pas le cas de Benoist Apparu, nouveau secrétaire d'État au Logement. Il faut croire qu'il est un spécialiste des bons plans en matière de logement puisqu'il bénéficiait jusqu'en février 2008 d'un HLM de 45 m² dans le Marais, loué seulement 672 euros par mois. Un logement qu'il avait obtenu, explique la mairie de Paris, « du fait de son poste de président des Jeunes RPR de Paris ». Âgé seulement de quarante ans, le jeune secrétaire d'État a vite appris les bonnes vieilles méthodes de ses aînés de l'UMP...

» PROMESSES

Aux électeurs niçois dont il espérait les suffrages, Christian Estrosi avait promis de se consacrer à plein temps à la mairie et de refuser un portefeuille gouvernemental. Autant dire que le nouveau secrétaire d'État à l'Industrie sait tenir une promesse. Et l'exemple vient d'en-haut : Nicolas Sarkozy qui promettait pendant la campagne de limiter à quinze le nombre de ministres, reconduit un gouvernement qui compte trente-huit membres !

GUILLAUME CHATIZEL

□ OMAR BA

Un Africain contre l'immigration

Un Sénégalais de vingt-neuf ans remet en cause le dogme de la libre migration source d'harmonie et de paix universelles... C'est une brèche qui s'ouvre dans le mur de la bien-pensance "antiraciste". Un premier pas vers la dissipation des scories idéologiques ?

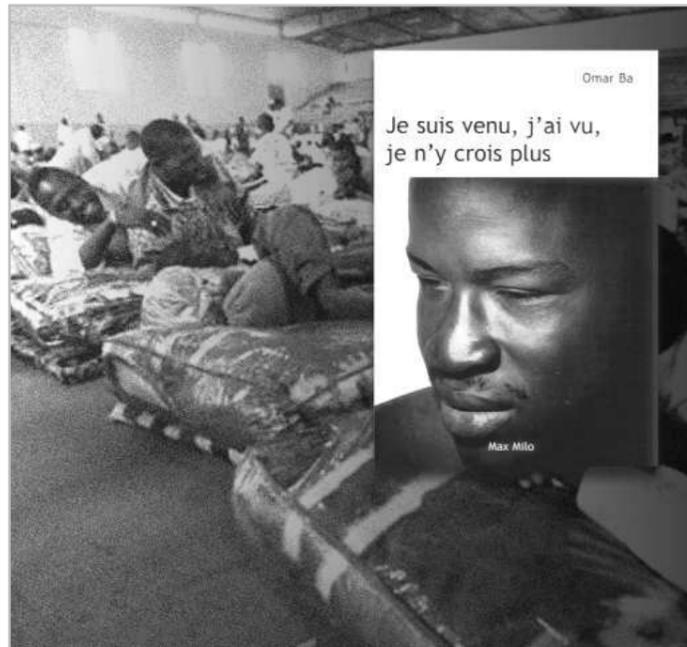
La vulgate libérale-libertaire a fait de l'immigration « une chance [éternelle] pour la France ». Ceux qui pensent le contraire sont mis au ban de la société. Mais quand des immigrés eux-mêmes remettent en cause le dogme de la libre migration source d'harmonie et de paix universelles, une brèche s'ouvre dans le mur de la bien-pensance "antiraciste" que les patriotes auraient tort de ne pas exploiter.

Désillusion

Émigrer clandestinement en Europe n'est pas chose aisée. Bien sûr, certains pays font preuve d'un véritable laxisme et le chiffre de 30 000 expulsions de migrants irréguliers en 2008, dont s'est félicité le gouvernement français, est particulièrement ridicule quand on sait qu'une grande partie correspond à des retours volontaires et qu'il entre vraisemblablement dans notre pays, chaque année, plus de 100 000 clandestins.

Bien que la médiatisation de certains cas accélère les régularisations¹, il reste que le périple de ces clandestins est particulièrement dangereux et leur installation en Europe difficile (logement, travail, phobie du contrôle policier, etc.). De plus en plus de reportages en témoignent. Omar Ba, un Sénégalais de vingt-neuf ans entré en France de façon irrégulière, va quant à lui plus loin que la simple plainte sur les embûches qu'il a connues en tentant sa chance vers l'eldorado européen². À travers deux ouvrages³ et diverses interventions médiatiques, il exhorte les Africains à ne plus croire les mensonges que leur vendent les livres d'école, les chaînes de télévision et Internet tendant à faire du Vieux Continent un paradis terrestre et leur unique horizon.

En cela, il rejoint le combat d'Émile Bomba, un étudiant camerounais qui a créé en 2003 l'As-



Omar Ba exhorte les Africains à ne plus croire les mensonges tendant à faire du Vieux Continent un paradis terrestre et leur unique horizon.

sociation de lutte contre l'émigration clandestine⁴ qui compte aujourd'hui 12 000 membres. Invité par le Vlaams Belang en Belgique et par le Bloc identitaire en France, Émile Bomba a pu décrire le travail de terrain qu'il mène et qui a déjà permis à plus d'une vingtaine de Camerounais immigrés de rentrer au pays.

Déménagement

Certes, les dégâts sociaux, économiques, culturels (pression sur les salaires et les conditions de travail des salariés autochtones, délinquance, islamisation, etc.) causés à la France et aux pays européens par une immigration massive de peuplement ne sont pas le cheval de bataille de ces deux Africains. Ils s'attachent davantage à énumérer les difficultés rencontrées par les migrants, qu'ils soient réguliers ou non : coût de la vie exorbitant,

contact difficile avec les femmes, pression permanente de la part de la famille restée au pays, cadre et mode de vie trop différents (climat, logement en tour HLM, travail conduisant à la dépression, etc.).

Mais leur action a l'immense avantage de désamorcer un débat miné depuis trois décennies. En effet, ceux qui, pendant des années, ont fustigé l'immigration comme étant un fléau tant pour les pays d'origine (en cela l'immigration "choisie" de M. Sarkozy est non seulement incohérente mais profondément immorale) que pour les pays d'accueil, ont été raillés et discrédités. Et pour bien donner le change, nos élites ont pratiqué une sorte de "préférence étrangère" quasi systématique. Mais alors, comment les mêmes personnes, atteintes de xénophilie aiguë, pourraient-elles reprocher quoi que ce soit à deux Africains de couleur noire, archétypes

de l'homme nouveau universel qu'ils ont si longtemps promu ? Pèse en effet sur eux une présomption quasi irréfutable d'appartenance au camp du Bien.

Il devient alors très difficile de les faire basculer dans le camp du Mal. À tel point qu'on a déjà pu entendre Thierry Ardisson acquiescer à tous les arguments de M. Ba sur le plateau de l'émission *Salut les Terriens* du 2 mai 2009, dont le passage le plus savoureux a été la question posée par ce dernier : « Qui profite de l'immigration ? » Ce à quoi M. Ardisson a répondu docilement : « Les patrons français. » Et M. Ba insistait : « Donc ce n'est pas l'Afrique » ; M. Ardisson confirme : « Ah non ! »

Récupération ?

Où l'on voit que sur la base de constats réels et communs, il est tout à fait possible de bâtir une coopération sincère entre l'Europe et l'Afrique, débarrassée de ses scories idéologiques. D'ailleurs le danger risque d'être vite flairé par tous ceux qui vivent grassement de "l'immigration-business". Certains "diplomates occidentaux" commencent déjà à mettre des bâtons dans les roues d'Émile Bomba et son équipe. Quant à M. Ba, son éditeur a confié : « Omar ne veut surtout pas que son discours soit repris par l'extrême droite »...

PIERRE-VINCENT L.

1 - Ce fut le cas "Kingsley", personnage principal du documentaire d'Envoyé spécial intitulé « Destins clandestins ».

2 - D'ailleurs, d'aucuns ont pu remettre en cause la crédibilité de son récit (<http://www.afriquechos.ch/spip.php?article3316>).

3 - Omar Ba : Soif d'Europe, témoignage d'un clandestin ; éditions du Cygne. Je suis venu, j'ai vu, je n'y crois plus ; Max Milo éditions.

4 - www.alcec.org

LA MASCARADE DU BAC



Notre ami Jean-Philippe Chauvin, professeur d'histoire, correcteur des épreuves du baccalauréat, dénonce les coordonnateurs de jury. Il se bat, écrit-il sur son blog, « pour rester libre de toute tentative de pressions à son égard sur [ses] corrections et sur [ses] notes ». Et de citer le cas d'une coordonnatrice qui « a annoncé que la note minimale

susceptible d'être donnée était... 10 ! Oui, la moins bonne copie doit tout de même être gratifiée de la "moyenne"... Et cette coordonnatrice d'ajouter que le jury et elle-même, à qui les collègues devaient rapporter leurs notes, se réservaient le droit d'augmenter celles qui ne correspondraient pas à cette exigence ! »

Jean-Philippe Chauvin poursuit : « Cette attitude est insultante autant pour les profs correcteurs désormais soumis (sans évidemment que l'éducation nationale n'assume cette position par un écrit officiel) à cette "obligation de résultats" (si l'on peut dire...) que pour les élèves à qui l'on fait croire que le bac est une chose sérieuse quand elle n'est plus qu'une mascarade, coûteuse et maintenant honteuse. Cela permet sans doute de mieux comprendre pourquoi M. Xavier Darcos, alors encore ministre de l'Éducation nationale, annonçait le

premier jour des épreuves que le taux de réussite serait de 85 % cette année... Évidemment, avec de telles consignes...

Cette hypocrisie, ajoutée aux multiples incidents de cette année dans l'organisation des épreuves, aux erreurs à répétition et aux changements de sujets (pour cause de "fuites"...), est révoltante. Les élèves en sont d'ailleurs les premières victimes car, du coup, la bonne réputation de "leur" bac est absolument défectueuse, et il suffit d'entendre ce qui se dit au comptoir des cafés et dans les salles de profs pour bien le saisir.

Résultat : la véritable sélection se fait après le bac, dans des conditions qui laissent alors les "exclus" sur le carreau avec la terrible impression de trahison. » Une indignation que nous ne pouvons que partager. ■

* jpchauvin.typepad.fr

» NOSTALGIE

En 1980, le maire communiste de Vitry-sur-Seine avait ordonné la destruction au bulldozer de l'escalier d'un foyer d'immigrés. Le 24 juin dernier, la CGT a délogé les clandestins de la Bourse du Travail à coups de bombe lacrymogène.

« Nous avons décidé de mettre un terme à une occupation qui était devenue un squatt [...] sans faire appel aux forces de l'ordre », reconnaît Patrick Picard, secrétaire général de l'Union départementale de Paris (Libération, 24/06/09).

□ ÉCOLOMANIA

L'Europe des bisounours

Le succès électoral d'Europe-Écologie vient-il nuancer celui de la majorité présidentielle ? Bien au contraire, il pourrait conforter la politique libre-échangiste et préparer le nouvel ordre mondial vert.

Quelle différence entre l'émission *30 Millions d'amis* et Europe-Écologie ? Aucune. Le panel hybride de caniches et de labradors hystériques fonde la dogmatique pleurnicharde des bisounours. Les écolos rêvent des campagnes Disneyland comme Bénabar de la petite ferme de Trianon, où même les *box* à cochons sont lessivés avec du liquide Monsieur Propre. Ferme dans laquelle s'épanouissent "fraternellement" ânes, lapins, poules et cochons. Le monde des agriculteurs, chasseurs, pêcheurs, ostréiculteurs est devenu ringard pour ces citadins oisifs qui vantent la France profonde comme un vaste zoo de détente et de folklore.

Emprise sur le Paris bourgeois

Europe-Écologie, c'est ce fantasme moralisateur qui comble le vide religieux des jouisseurs-consommateurs français (trier les ordures équivalait désormais à dire une prière du chapelet). C'est surtout le réceptacle d'une peur collective de l'avenir, qui concrétisera la mutation du capitalisme mondialisé et préparera le nouvel ordre mondial vert. Jacques Attali proposait d'ailleurs le gouvernement mondial en réponse aux grandes pandémies (grippe porcine). Mais il passe sous silence la vocation *marketing* de la magie écolo dans ce projet cynique ; ce doux rêve qui verra Lalanne gambader nu avec ses chevaux dans de belles rangées d'abricotiers certifiés bio ; ou Cohn-Bendit tripoter des porcins (à défaut d'enfants) dans sa ferme autogérée de Francfort-sur-le-Main. L'emprise de l'écolomania sur le Paris bourgeois est édifiante. Dans certains quartiers où la participation a été la plus forte, Europe-Écologie dépasse largement la moyenne nationale (16,28 % des suffrages exprimés) : 38,6 %



Sacré Dany ! Lui qui fustigeait dans les années soixante-dix les élections bourgeoises peut désormais se targuer du soutien massif de libéraux acquis à la politique sarkozienne.

dans le 10^e arrondissement, 31,44 % dans le Marais. Sacré Dany ! Lui qui fustigeait dans les années soixante-dix les élections bourgeoises peut désormais se targuer du soutien massif de libéraux acquis à la politique sarkozienne. Après tout, ne s'était-il pas proclamé libéral libertaire aux européennes de 1999 ?

Alliés objectifs

Ce succès électoral ne concurrence en aucune façon celui de la majorité, confortée dans sa politique. Comme l'a noté Frédéric Lefebvre, « le vote Europe-Écologie n'est en rien un vote antisarkozyste mais bien l'expression d'une volonté de mettre l'écologie au centre des préoccupations politiques. C'est ce qu'est en train de faire Nicolas Sarkozy. » En clair, le libre échange devra être propre quand bien même il détruirait des emplois, des services publics et des pans entiers de notre industrie. Ce *patchwork* de bons sentiments opère en réalité le synchronisme des alliés objectifs du système mondialiste : les bourgeois de l'UMP et les bobos déçus par le fantôme socialiste. Les classes populaires, abstentionnistes à près de 70 %, ont trop à se soucier des licenciements et de la chute de leur pouvoir d'achat pour se préoccuper du coût effarant des panneaux photovoltaïques.

Y a-t-il un projet politique commun entre José Bové, l'apôtre de la décroissance, et Daniel

Cohn-Bendit, le partisan du capitalisme vert à visage libertaire ? Ces arrivistes crachent sur l'Europe des nations tout en plébiscitant le travail et la consommation locale. (Ce qui se traduit de manière subversive par "travailler et consommer français" !) Le protectionnisme européen leur est cher quoique inopérant en raison des écarts de développement. La concurrence des travailleurs européens est une réalité et l'uniformisation des salaires une belle utopie. Les SMIC polonais et roumain s'élevant respectivement à 280 et 150 euros net par mois, certains avaient peut-être des raisons de s'opposer à la directive Bolkestein. Le terrible constat d'une UE soumise au *diktat* marchand devrait sauter aux yeux de chaque citoyen responsable.

La vraie pollution est celle des esprits !

Sur l'immigration et la politique étrangère, nos bisounours sont incapables de développer une idée crédible. Ni l'Afrique ni les conflits du Proche-Orient ne sont évoqués (Dany voue de toute manière un culte obscurantiste à Israël). En revanche, un chapitre entier de leur programme est consacré aux énergies renouvelables, ignorant que l'éolien, le solaire et la biomasse cumulés ne représentent que 1 % de la consommation d'énergie en France ; le nucléaire représente 78 % de notre production d'électricité. Enfin, si Dany dénonce le retour de la France dans le commandement intégré de l'OTAN, il n'indique pas que le traité de Lisbonne, dont il soutient la ratification, garantit une coopération militaire accrue entre les pays membres de l'UE et l'organisation atlantique.

La vraie pollution est celle des esprits !

Cette percée écolo traduit en fin de compte l'adhésion de jeunes puceaux à ce que l'on appellera dans quelques décennies "la dictature verte" : taxes et inflation législative réglementant les comportements humains. L'écolomania servira la politique néolibérale de Nicolas Sarkozy. A bien réfléchir, la pollution contre laquelle nous devrions prioritairement lutter serait celle de l'esprit ! Pollution dont nos valeureux bisounours sont les premières victimes...

ANTOINE MELLIES

Huit prêtres ordonnés à Écône



Ce lundi 29 juin, fête de saint Pierre et saint Paul, M^{gr} Bernard Fellay, supérieur général de la Fraternité sacerdotale Saint-Pie X, assisté de NNSS Bernard Tissier de Mallerais et Alfonso de Galaretta, a procédé à Écône dans le Valais suisse, à l'ordination de huit nouveaux prêtres et dix diacres.

Cérémonie très digne que l'envoyé spécial de *La Croix*, Nicolas Senèze, a trouvée « soft ». Le calme des hautes montagnes n'était troublé par aucun écho des polémiques que d'aucuns ont essayé de relancer en déclarant que ces ordinations étaient un « défi » aux autorités romaines, comme si ces personnes voulaient mettre la Fraternité en porte à faux vis-à-vis de Benoît XVI et entraver ce dernier dans son œuvre de conciliation et d'approfondissement. La vérité est tout simplement que le statut de la Fraternité n'étant pas encore défini, rien n'a changé dans sa situation juridique, mais un *Motu proprio* doit être incessamment publié sur le rattachement de la commission Ecclesia Dei à la Congrégation pour la Doctrine de la foi en vue de préparer les discussions doctrinales (enfin !) entre Rome et la Fraternité. C'est qu'après cela qu'un statut juridique solide pourra être trouvé.

En attendant, ceux qui voudraient mettre au chômage les évêques dont l'excommunication a été levée le 21 janvier dernier feraient mieux de considérer le cruel manque de prêtres dont souffrent aujourd'hui tant de pays, dont la France (quatre-vingt-dix ordinations seulement cette année !)

M.F.

SOUS LA BURQA LE STRING



QU'IL EST DE BON TON, en ces temps de crise du modèle occidental, de mépriser une fois de plus les sociétés musulmanes ! S'apitoyer sur le sort de la classe bourgeoise iranienne après la réélection d'Ahmadinejad et ouvrir le débat à l'Assemblée nationale sur l'interdiction du port de la burqa participe du roucoulement islamophobe qui berce nos

consciences depuis plusieurs années. Chansonnette reprise par les mentors de la gauche néoconservatrice : Bernard Kouchner, BHL ou encore Philippe Val (qui a compris quel était le passeport pour rejoindre *France Inter*).

VIOLENCES SEXUELLES

Une fois de plus, le peuple de France tétera ces deux mamelles grasses de propagande ! Car si le projet incontournable d'un islam francisé requiert l'abandon de la burqa, de la polygamie et d'autres pratiques contraires à la culture nationale, le projet d'interdiction de cette longue robe esquisse celui, bien plus pervers, de la conservation du modèle anticlérical et d'une sexualité débridée irresponsable. Pour les féministes névrosés, la femme entchador fonde le paradigme du combat contre le *machisme* primaire. Mais le modèle occidental dans lequel se pavent des objets

sexuels siliconés arborant fièrement un string ficelle ne traduit-il pas l'aliénation féminine à un *diktat* de consommation bestiale ? L'augmentation des violences sexuelles chez les jeunes de moins de quinze ans n'est elle pas la conséquence d'une vision pornographique et purement animale des jeunes filles ?

L'HOMME RELIGIEUX

En réalité la haine de l'islam va de pair avec la défense du mariage homo, de l'avortement et du stakhanovisme sexuel, comme en témoigne le film *Fitna* de Geers Wilder. En l'état actuel des choses, les seuls opposants à l'inversion des valeurs à la sauce *Playboy* sont les traditionalistes catholiques et les musulmans pieux (à ne pas confondre avec les yéyés vandaux du 9-3) : les derniers défenseurs de l'homme religieux.

A.M.

» SIDA

La délégation de l'Union européenne aurait invité le gouvernement de la Zambie à collaborer avec l'Eglise catholique « dans la divulgation de l'information sur la santé sexuelle et reproductive » selon l'agence Fiedes (02/06/09). « Cet appel a été lancé à un moment où l'Eglise en Afrique est responsable de la fourniture de la plupart des médicaments et des traitements anti-rétroviraux. Dans certains pays l'Eglise pourvoit jusqu'à 50 % de tous les services pour le SIDA-VIH. »

» COHÉSION

Une quarantaine de députés au Parlement européen ont répondu à l'invitation du Quai d'Orsay le 22 juin. *Euractiv* signale le bon accueil réservé à la proposition du président de la commission des Affaires européennes du Sénat, Hubert Haenel, qui souhaite systématiser les rencontres entre parlementaires européens et nationaux. Il était temps ! Organisées tous les mois selon le vœu de Bruno Le Maire, ces rencontres auraient lieu en amont de la présentation des textes ; « pour éviter les cafouillages comme Hadopi » précise le député Hélène Flautre (Europe-Écologie).

» LÉGÈRETÉ

Promu ministre de l'Alimentation, de l'Agriculture et de la Pêche, Bruno Le Maire avait été nommé six mois plus tôt secrétaire d'État en charge des Affaires européennes, afin, paraît-il, de réchauffer les relations avec l'Allemagne. Ce germanophone semblait s'acquitter correctement de sa tâche. Inspiré probablement par des considérations politiciennes, ce changement de portefeuille pourrait témoigner d'une certaine désinvolture à l'égard de Berlin, même si l'atlantisme de Pierre Lellouche ne devrait pas l'indisposer.

» COLLIMATEUR

Parmi les députés siégeant au PPE, on remarquera Magdi Allam, un italien d'origine égyptienne, qui « ne se déplace pas sans une nuée de gardes du corps qui forment un rideau défensif » (*Coulisses de Bruxelles*, 25/06/09). Baptisé par le pape durant la dernière veillée pascale, cet ancien musulman s'est attiré les foudres des islamistes. « En se convertissant "à l'authentique religion de la Vérité, de la Vie et de la Liberté", il estime s'être affranchi de l'obscurantisme d'une idéologie qui légitime le mensonge et la dissimulation, la mort violente qui conduit à l'homicide et au suicide ». » (*Le Figaro*, 24/03/09)

» QUOTAS

Au Royaume-Uni, des Blancs seraient interpellés dans le seul but d'équilibrer les statistiques ethniques des opérations de police. Les faits ont été révélés à la Chambre des Lords dans un rapport annuel sur l'application de la loi anti-terroriste, selon le *Guardian* cité par le blog *François Desouche* (26/06/09). « La loi contre le terrorisme prévoit qu'en l'absence même d'infraction et sur simple suspicion, n'importe qui peut être fouillé. Cela s'applique dans tout le grand Londres. Ce sont 8 000 à 10 000 personnes qui sont ainsi fouillées tous les mois... »

□ UNION EUROPÉENNE

Un semestre suédois

Le 1^{er} juillet, la Suède a succédé à la République tchèque à la tête de l'Union européenne, dont elle présidera le Conseil pendant six mois. Aperçu des priorités affichées dans son programme de travail.

Maintenue à l'écart du second conflit mondial, attachée à sa neutralité, accaparée par l'édification d'un État-providence, la Suède est demeurée en marge des Communautés européennes jusqu'en 1995. La perspective d'une adhésion s'est dessinée dans les années quatre-vingt : « Dans le débat public, on s'est mis à envisager les conséquences de l'intégration comme une perte de souveraineté formelle, mais un gain de souveraineté réelle. »¹ Le traité arrimant le royaume à l'UE fut adopté par référendum à la faveur de 52 % des voix. Depuis lors, l'Europe continua de diviser les partis et l'opinion, jusqu'à l'échec de la consultation censée autoriser en 2003 l'introduction de la monnaie unique (56 % de "non").

Révolution dans la Défense

Façonné par la social-démocratie, le pays est dirigé aujourd'hui par un conservateur, le ministre d'État Fredrik Reinfeldt âgé de quarante-trois ans, dont la politique pourrait rompre avec le non-alignement. La doctrine de défense suédoise se trouve en effet « à la veille d'une révolution »². Le Riksdag vient de voter la "mise en sommeil" de la conscription par 153 voix contre 150. D'ici 2014, une armée de métier de 50 000 hommes devrait voir le jour. Or, « même si l'objectif n'est pas affirmé aussi nettement, cette transformation se



LE CHEF DU GOUVERNEMENT, FREDRIK REINFELDT
L'économie, l'emploi et le climat sont les priorités affichées par la présidence suédoise de l'UE.

fait dans un objectif d'adhésion à terme de la Suède à l'OTAN » selon Nicolas Gros-Verheyde. Pour l'heure, « la Suède a une politique stratégique sur l'ensemble de la Baltique » observe le ministre de la Défense Sten Tolgfors. « La Suède est en train de négocier avec l'OTAN, la Norvège et la Finlande. [...] L'objectif est d'avoir une coopération nordique de surveillance de l'espace aérien, qui puisse aussi inclure les États baltes. »

Cela éclaire le programme de travail de la présidence suédoise de l'Union européenne, qui pro-

meut le renforcement de l'engagement vis-à-vis de l'Afghanistan et du Pakistan, l'institution d'un partenariat privilégié autour de la mer Baltique, la poursuite de l'élargissement : en Croatie, dans les Balkans occidentaux, mais aussi en Turquie.

Suspicion

Le président de la République acceptera-t-il que de nouveaux chapitres de négociation soient ouverts avec Ankara, bien qu'il prétende réprouver son adhésion ? Les suspicions de duplicité sont

alimentées par la nomination de Pierre Lellouche comme secrétaire d'État chargé des Affaires européennes. Ce dernier serait l'un des « très bons amis » de son homologue turc, Egemen Bagis, qui confie aux journalistes : « Je crois qu'il va influencer les autres membres du gouvernement, qu'il va les convaincre des avantages de l'adhésion de la Turquie et qu'ainsi le bon sens va prévaloir à la fin. Pierre peut être un bon catalyseur. »³ Affaire à suivre.

Immigration

Investie également dans la justice et les affaires intérieures (JAI), la présidence suédoise voudrait inclure, entre autres volets du futur "programme de Stockholm", « des mesures permettant une immigration accrue de main d'œuvre dans les pays de l'UE ». Ses priorités demeurent toutefois l'économie, l'emploi et le climat. La Suède entend « rétablir l'ordre dans les finances publiques » et accroître la mobilité des travailleurs. Il lui incombera de préparer la Convention de Copenhague, où seront souscrits en décembre des engagements internationaux visant à réduire les émissions de gaz à effet de serre après 2012, dans la continuité du protocole de Kyoto.

Autant d'objectifs à poursuivre dans un contexte institutionnel en mutation, marqué par le renouvellement de la Commission européenne et la perspective du second référendum irlandais sur le traité de Lisbonne...

GRÉGOIRE DUBOST

1 - Göran von Sydow ; Dictionnaire critique de l'Union européenne, Armand Colin.

2 - Nicolas Gros-Verheyde ; blog Bruxelles2, 25 juin 2009.

3 - Propos rapportés par Jean Quatremer ; blog Coulisses de Bruxelles, 25 juin 2009.

MARCHANDAGES PARLEMENTAIRES



Les tractations se poursuivent à l'approche de la session inaugurale du nouveau Parlement européen, qui se tiendra à Strasbourg du 14 au 16 juillet.

Le sort de Philippe de Villiers semble incertain : le groupe Indépendance et Démocratie survivra-t-il au changement de législature ? Quant aux frontistes, ils siègeront vraisemblablement parmi les non-inscrits. Les socialistes sont rejoints par les élus du Parti démocrate italien

(PDI), jusqu'alors membres de l'Alliance des démocrates et des libéraux (ADLE), comme les députés MoDem. Prix de ce débauchage, le groupe PSE renonce à son appellation pour devenir l'Alliance progressiste des socialistes et des démocrates (APSD). Exit la rose rouge entourée des douze étoiles européennes ! Voilà qui pourrait réjouir Manuel Valls ; une semaine après la débâcle de son parti aux européennes, le député de l'Essonne avait déclaré à *Sud Ouest* : « Le mot socialisme est sans doute dépassé, il renvoie à des conceptions du XIX^e siècle. »

PARTAGE DES PRÉBENDES

Bénéficiant du renfort de vingt et un députés, l'APSD compterait désormais 183 membres. C'est encore loin des 264 revendiqués par le PPE. Réélu à la tête de son groupe, l'Allemand Martin Schulz pourrait appuyer la reconduction de Jose Manuel Barroso à la présidence de la Commission européenne : c'est « une question ouverte » a-t-il reconnu (*Coulisses de Bruxelles*, 28/06/09). C'est ef-

fectivement une condition nécessaire au partage des prébendes avec le groupe conservateur. Comme prévu, ce dernier est délaissé par les Britanniques et les Tchèques, réunis parmi les Réformateurs et Conservateurs européens (ECR). Avec les Polonais du PIS, le parti des jumeaux Kaczynski, ils comptent cinquante députés. Or, le règlement du Parlement leur impose de revendiquer des élus issus de sept États-membres. Ils y parviennent tout juste, après avoir débauché quatre collègues ; leur groupe sera donc à la merci d'une seule défection. Pour l'heure, ces eurosceptiques rassemblent autant de membres que les Verts, rejoints par le Suédois Christian Engström du "parti des pirates". Leur influence sera toutefois limitée si l'on en croit Jean Quatremer, pour qui le système est bien verrouillé : « Seuls les groupes qui sont prêts à jouer le jeu communautaire au sein de coalitions pèsent au sein de l'hémicycle... » (*Coulisses de Bruxelles*, 22/06/09)

G.D.

» TRAITÉ DE LISBONNE

Les Irlandais seront appelés à s'exprimer une seconde fois sur ce traité début octobre. À l'issue du Conseil européen des 18 et 19 juin, les Vingt-Sept ont formalisé les garanties censées les rassurer. Ils prendront une décision maintenant un représentant de chaque État-membre dans la Commission. « Le Conseil européen est également convenu que d'autres préoccupations [...], concernant la politique fiscale, le droit à la vie, l'éducation et la famille, ainsi que la politique traditionnelle de neutralité militaire de l'Irlande, seraient traitées de manière à satisfaire à la fois l'Irlande et les autres États-membres. » Aucune dérogation n'est accordée ; il s'agit plutôt d'une "explication de texte". Un protocole devrait être annexé au prochain traité d'adhésion pour inscrire ces garanties dans le droit primaire européen.

□ TÉMOIGNAGE

Le Kosovo, terre des néomartyrs

Allocution prononcée au colloque, tenu le 17 juin à la Sorbonne autour du livre de notre ami Komnen Becirovic, *Le Kosovo sur le calvaire*. Connaisseur du monde orthodoxe, Jean-Paul Besse est docteur en histoire, professeur au lycée de Chantilly, auteur d'une quinzaine de livres dont la série *Cités Royales*.

Voilà, à quelques jours près, 620 ans que le Kosovo est monté sur la Croix. De nombreux souvenirs m'autorisent peut-être à brièvement prendre la parole ce soir parmi vous. Dans le dernier tiers du XX^e siècle, d'où viennent tous nos maux, j'ai beaucoup voyagé dans les Balkans et en Europe centrale. C'était l'époque où l'on vénérât encore solennellement le prince-martyr saint Lazare, tué à Kosovo lors du Vidovdan 1389, dans la cathédrale de Belgrade, lors d'un bel office en slavon tous les mardis soirs. Il me souvient de la ferveur qui s'y exprimait lorsque nous venions baiser la main encore souple du saint dans sa châsse, ouverte devant la splendide iconostase baroque.

Pérégrinations

À la même époque, et dans le même esprit, je pèlerinais ensuite jusqu'en Hongrie sur les traces, encore bien visibles à travers la Puszta, du patriarche Arsène Tcharnoyévitich et de ses compagnons, lors de la grande migration des Serbes du Kosovo en 1690. La toile si populaire de Paya Yovanovitch, au musée de Belgrade, illustre ce terrible précédent du cruel aujourd'hui sur l'ouvrage de M. Komnen Becirovic significativement intitulé *Le Kosovo sur le calvaire*.

À l'époque de mes pérégrinations, des villages serbes de Hongrie à Sopotchani et Novi Pazar, où ma voiture fut accueillie par une grêle de cailloux jetés par des autochtones voilées, le patriarche Germain veillait paternellement



Jean-Paul Besse prononçant son discours à la Sorbonne

sur le peuple fidèle orthodoxe en pleine renaissance. Ce n'est pas lui qui aurait pu s'écrier : « *Périsse plutôt le peuple serbe que de le voir pécher !* » Ce que je voyais à l'époque me faisait saisir, avec quelle acuité, la distance séparant les impressions stambouliotes de Pierre Loti, qui m'avaient si fortement ému à l'adolescence, du chef-d'oeuvre de l'écrivain bulgare Ivan Vazov, *Sous le joug*, décrivant les horreurs subies par son peuple à la fin de l'occupation ottomane. Beaucoup plus tard, j'en vis les lieux et les enjeux stratégiques en me rendant à Vratsa, au nord de Sofia, surplombée de la statue significative des soldats du Tsar martyr Alexandre II le Libérateur, si populaire chez les Bulgares.

D'un autre côté, très sensible pour des raisons personnelles aux génocides des Arméniens, je voulus tout de même aller au palais de Yldiz où vécut jusqu'à sa des-

titution celui que Bertrand Bareilles, le précepteur des fils d'Abdul Hamid, appelait « *le dernier grand sultan* ». J'appris beaucoup sur ce dernier, véritable homme d'État, en lisant l'ouvrage que le petit-fils de son précepteur, Roland Bareilles, consacra en 2002 au *Crépuscule ottoman - 1875-1933 : un Français chez le dernier grand sultan*, préfacé par Alain Decaux.

Byzance après Byzance

Comme l'a souligné un historien devenu un ami à Salonique, Michel Balivet, peu suspect d'admiration pour la naïve turcophilie du ministre Gabriel Hanotoux, que nous rappelle une plaque apposée au bas de l'avenue Hoche, les Osmanlis n'étaient pas « *è skia tôn skiôn* » (l'ombre des ombres). Leurs sujets musulmans non turcs étaient souvent la cause des mas-

sacres des "rayas" ¹. Les "grands seigneurs" avaient à leur façon, pour citer Nicolas Iorga, prolongé « *Byzance après Byzance* », comme nous le rappelle si brillamment ces jours-ci l'érudite Stefan Lemny à propos des Cantemir, devenus princes de Moldavie ².

Chantre de la serbité

C'est pourquoi M. Becirovic a bien fait, dans sa somme érudite sur les malheurs séculaires du Kosovo, de citer les travaux sur les Albanais de mon autre ami le professeur Slavenko Terzitch de l'Académie serbe. J'ai été particulièrement heureux d'enrichir l'érudition de notre chantre de la serbité en lui citant les lignes de Philippe de Comynnes sur l'ascendance serbe de Scanderbeg. Qui s'en souvient en France ? L'imparable érudition allemande est venue au secours des allégations si fondées du conseiller de Louis XI. Karl Hopf dans ses *Chroniques gréco-romaines* inédites ou peu connues, publiées à Berlin en 1873, prouva, dans un tableau reproduit par M. Becirovic, la solidité des informations de notre chroniqueur. Quelques Parisiens en profiteront en traversant la place que M. Jacques Chirac, alors maire de Paris, a dédiée au défenseur de la liberté et de la foi chrétienne...

Aussi notre ami monténégrin a-t-il bien raison, quelques centaines de pages plus loin, de s'attarder sur un autre noble, Albanais Essad Pacha, assassiné à Paris en 1920, et inhumé grâce au roi-martyr Alexandre dans le carré serbe de Thiais ; n'avait-il pas facilité la migration de son père, le roi Pierre, et de son peuple, à travers l'Albanie durant l'hiver 1915-1916 ? Car c'est là, à côté des nombreuses citations de consuls et d'érudits français, ou d'ecclésiastiques italiens, albanais et

serbes, tel M^{gr} Paul de Prizren, aujourd'hui patriarche, désespérés par le sort fait aux chrétiens du Kosovo, la grande vertu du livre de M. Becirovic : l'impartialité dans le traitement de ces drames, renouvelés et aggravés par l'Axe et le titisme. Au fond, l'auteur illustre à sa manière le fronton de David d'Angers, au sommet tout proche de la colline Sainte-Genève.

Plus généralement, *Le Kosovo sur le calvaire* s'inscrit dans la geste des « *Néomartyrs de la Turcocratie* », selon l'expression grecque. L'Occident n'en a eu un avant-goût qu'avec les saints martyrs d'Otrante, profondément vénérés en Italie du Sud. L'Église d'Hellade fêtera dimanche ces "nouveaux martyrs" grecs, serbes, roumains, arabes, suppliciés par l'Islam ottoman. Il en sera de même à Sofia et à Damas, grâce au patriarche actuel d'Antioche Ignace IV qui en a canonisé plusieurs. En Albanie, la foi chrétienne renaît, tant l'orthodoxe (autour du néomartyr Côme d'Etolie à Tirana) que la catholique depuis la visite pastorale de Jean-Paul II.

C'est d'ailleurs la morale de la somme de M. Becirovic qui, tel Tertullien, peut conclure : « *Sanguis martyrum, semen christianorum.* »

JEAN-PAUL BESSE



* Komnen Becirovic : *Le Kosovo sur le calvaire - Chronique de l'emprise albanaise sur le Kosovo à l'ombre des diverses tyrannies. Préface de Jean-Paul Bled. L'Âge d'Homme, 312 pages, 278 euros*

1 - *Les chrétiens, en tant que nations non islamisées.*

2 - Cf. Stefan Lemny : *Les Cantemir - L'aventure européenne d'une famille princière au XVIII^e siècle. Paris, 2009.*

» SPOLIATIONS

Il semblerait que, par ignorance, par manque de discernement, ou par habitude de sombrer dans une politique à courte vue, les dirigeants des principaux pays de l'Ouest agissent en dépit du bon sens. Après les États-Unis, par la voix de son ambassadeur, la France engage le investisseurs nationaux à s'associer aux principaux criminels économiques, dont l'assise provient de biens d'État accaparés au détriment de populations. Naturellement les encouragements viennent au secours des conseils et des influences prodigués par les responsables gouvernementaux serbes, lesquels font partie de la même structure post-communiste. Si l'on continue dans cette voie, il est à prévoir, tant sur le plan politique qu'économique, des lendemains plus que douteux.

GÉRALD BEGBEDER

BELGIQUE : LE VOILE DE LA DISCORDE

Cachez ce voile que je ne saurais voir ! Les milieux politiques belges - côté francophone - s'agitent comme poissons rouges dans un bocal. Leur émoi est dû à une de leurs nouvelles collègues, élue le 7 juin au Parlement régional de Bruxelles.

Mahinur Ozdemir, vingt-six ans, diplômée en sciences politiques, est d'origine turque. C'est le CDH, le Centre démocrate humaniste, héritier de la démocratie chrétienne, qui l'a placée sur ses listes. La jeune femme, dans sa propagande électorale, portait le voile. « *De ma propre initiative* » proclame-t-elle. Il y avait eu quelques grince-



ments de dents. Les vaguelettes sont devenues houles lorsque le nouveau député a prêté serment en foulard.

UN ÉTAT "NEUTRE" ET NON LAÏQUE

Les réactions les plus vives, furieuses même, émanent de certains parlementaires du Mouvement réformateur, soit les libéraux. C'est au nom de la laïcité que fulmine le député Denis Ducarme. Il propose tout simplement de modifier le règlement de la Chambre pour interdire aux élus le port de tout signe religieux ou philosophique ostentatoire. Le président du Sénat, Armand De Decker, lui aussi "laïque" et libéral, est plus nuancé ; il fait remarquer que la Belgique est un État "neutre", et non laïque comme la France. D'autres parlementaires relèvent qu'en fin de compte chacun se fait élire sur ses convictions, qui peuvent également être religieuses ou philo-

sophiques, élargissant le champ du politique. Tout le monde y va de son interprétation. Un facteur politique peut expliquer l'humeur belge venant des milieux libéraux. En Belgique francophone, les écologistes, grands vainqueurs des régionales, ont choisi de faire alliance avec les "humanistes" du CDH. Et les socialistes. Ce qui met les libéraux du MR (Mouvement réformateur) hors jeu et pourrait menacer à terme leur présence au gouvernement fédéral.

On n'en est pas encore là, mais sur le plan régional leur sort est scellé. Les négociations entre les partenaires de la "coalition de l'Olivier" battent leur plein. Il faudrait un sérieux accident de parcours pour qu'elles capotent. L'affaire du foulard embarrasse les démocrates-chrétiens du CDN. Oserions-nous dire que, pour les libéraux, c'est pain bénit ?

CHARLES-HENRI BRIGNAC

IRAN

Le peuple contre le régime

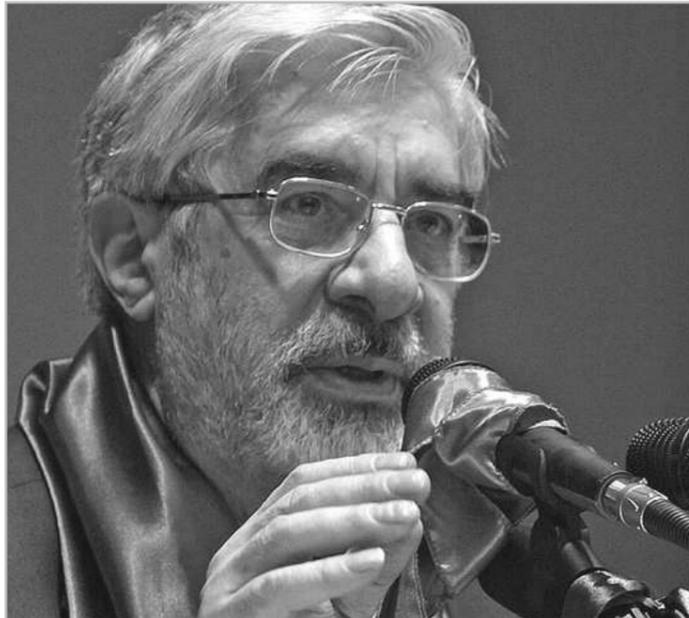
Les manifestations contre l'"élection" de M. Ahmadinejad se sont distinguées par leur ampleur. Leur soutien a rassemblé tous les courants politiques, sur place comme au sein de la diaspora. Une nouveauté.

Nous avons malheureusement raison. Le régime de Téhéran ne peut pas tolérer la moindre contestation. Le petit espace de liberté d'expression ouvert à l'occasion du "scrutin" présidentiel pouvait faire tache d'huile et nuire aux fondements de la théocratie. Le totalitarisme islamiste, on l'oublie parfois, n'est pas compatible avec la liberté d'expression. La répression des manifestations spontanées et sympathiques des Iraniens a été d'une extrême brutalité. Le fait n'est pas nouveau. Depuis trente ans la moindre manifestation d'opposition a été noyée dans le sang. Dans l'indifférence des droits de l'homme professionnels.

Un prétexte

La protestation contre l'"élection" de M. Ahmadinejad s'est distinguée par son ampleur. Sans organisation, sans chef, plus d'un million de personnes sont descendues dans les rues à Téhéran, et des centaines de milliers dans plusieurs villes de province. Mir Hossein Moussavi, un cacique du régime, n'a été qu'un symbole, ou plutôt un prétexte. On manifestait contre le régime. Partout, lors des manifestations, le mot "islamique" a été rayé des enseignes. L'écrasante majorité du peuple iranien veut un régime a-religieux. Cela est tellement en contradiction avec le politiquement correct et la volonté de M. Obama, qui tourne à l'obsession de vouloir "négocier" avec le régime de Téhéran, qu'on l'a occulté dans les médias. L'autre nouveauté de ces manifestations, tant à l'intérieur que parmi la diaspora, fut l'union des courants politiques. Des royalistes jusqu'aux religieux traditionnels en passant par la gauche, on s'est réuni au nom de l'Iran. Ce fut le principal danger ressenti par le régime.

Trente-cinq morts, plus de cinq cents blessés graves recensés, sept cent cinquante personnes emprisonnées rien qu'à Téhéran. Il faudrait au moins tripler ces chiffres pour l'ensemble du



Mir Hossein Moussavi, un cacique du régime, n'a été qu'un symbole : on manifestait contre le régime.

pays. Que n'aurait-on pas dit ou fait si le centième de ces faits s'était produit dans un pays non islamiste ?

Silence

Dimanche matin, les noms de sept cent cinquante personnes officiellement arrêtées à Téhéran - on pense qu'il y a en a bien plus - ont été affichés devant la prison d'Evin. Quelque trois mille membres des familles se sont rassemblés devant le bâtiment pour demander un droit de visite. La foule a été dispersée sans ménagement. La terreur règne.

Ce n'est plus Ahmadinejad qui est en cause, mais le "guide", Ali Khamenei, que l'on appelle abusivement ayatollah. À l'inverse de ce que l'on dit ici, il n'est pas une autorité religieuse, mais le véritable chef de l'État islamiste iranien, le président-ministre de la République n'étant, en fait, que son Premier ministre.

La réaction internationale fut minimale. Le président Obama aurait pu tenir le même langage que naguère Ronald Reagan lors des manifestations du Solidarnosc

en Pologne. Mais il est entouré par des conseillers de Carter et par deux ou trois "experts" du monde musulman très favorables aux islamistes. En prononçant quelques déclarations lénifiantes en faveur des manifestants iraniens et en continuant de proclamer sa volonté de négocier à tout prix avec le régime qui les réprime et les massacre, Barack Obama risque de s'aliéner l'opinion iranienne. Cela serait une grande faute.

Un espoir ?

Tous les regards se tournent vers un vénérable vieillard, le grand ayatollah Sistani, chef suprême du chiisme. Bien que vivant en Irak, à Najaf, depuis soixante-dix ans, il a toujours gardé sa nationalité iranienne et ses attaches avec son pays. Lors des troubles graves en Irak, il a freiné l'extrémisme des organisations chiites pro-iraniennes. Lorsque M. Ahmadinejad s'est rendu en visite d'État en Irak, Sistani a refusé de lui accorder une audience. Il est actuellement le seul modèle de la hiérarchie

chiite. Depuis trente ans, le régime de Téhéran a tout fait pour qu'il n'y en ait aucun dans le pays. Les quelques personnes poussées vers cette position - Makarem, Sane'i, Ardabili - ne sont que des potiches. Khamenei a, théoriquement, tout le pouvoir derrière lui, mais, dépourvu d'autorité et de légitimité religieuses, il pourrait se trouver dans une position délicate si le grand ayatollah prenait une position qui ne lui soit pas favorable.

Nazislamisme

Or, Sistani n'a jamais mêlé la religion à la politique ; il s'est toujours abstenu de prendre la moindre position politique. Depuis quelques jours, de nombreuses démarches ont été entreprises pour qu'il condamne « le massacre des musulmans par un pouvoir musulman ». Il garde le silence. Pour le moment.

Toute ingérence occidentale officielle semble pour l'heure exclue. On ne voit d'ailleurs pas quelle forme elle prendrait. D'autant qu'on tient, hélas, à ménager les islamistes en Europe comme aux États-Unis. Néanmoins, une pression vraiment forte, politique et médiatique, ainsi qu'un soutien moral à la diaspora iranienne - laïque et nationaliste dans sa quasi-totalité -, pourraient être d'une grande efficacité. Ne pourrait-on pas faire le millièmisme de ce qu'on a fait pour Khomeini contre un État allié et ami de l'Occident ?

Tony Blair, déclarait dimanche soir que face au régime de Téhéran, il ne faudrait pas oublier deux éléments : Il est sur le point de se doter d'armes nucléaires, ce qui peut menacer la paix dans la région ; il est le principal soutien du terrorisme international. Lorsqu'il était aux affaires, le premier ministre britannique ne parlait pas ainsi. Mais ce qu'il a dit est vrai. Une évolution positive du régime débarrasserait 65 millions d'Iraniens du joug nazislamiste. Il éloignerait aussi ces deux menaces réelles.

Un État de droit, fondé sur la souveraineté nationale, soucieux de la prospérité des Iraniens, et non de se doter d'armes de destruction massive et d'aider à la subversion internationale, serait synonyme de paix dans la région et amorcerait la fin de l'islamisme radical, qui est né, ne l'oublions pas, à Neauphle-le-Château.

PASCAL NARI

» GAUCHISTE

NICARAGUA - Des militaires ont conduit de force hors du pays ce dimanche 28 juin le président du Honduras Manuel Zelaya, lequel s'appretait à organiser un vote jugé illégal par la cour suprême du pays. L'Union européenne, comme Hugo Chavez, président du Venezuela, et Evo Morales président de Bolivie ont aussitôt condamné ce coup d'État. Pourtant Zelaya préparait lui-même un coup d'État afin de briger un second mandat contre l'avis des dirigeants de sa propre formation. Son éviction de la scène politique va-t-elle calmer les esprits ? Reste à craindre un soulèvement militaire...



» HARIRI

LIBAN - Après tant de crises politiques et de scènes de guerre civile, le Liban semble s'être doté fin juin d'un Premier ministre énergique en la personne de Saad Hariri. Parviendra-t-il à inclure les factions politiques rivales dans un gouvernement d'union nationale « harmonieux et efficace » comme il en exprime l'intention ? Dès le lendemain de son élection par le Parlement, des heurts assez violents ont opposé ses partisans sunnites à ceux du mouvement chiite Amal, mais l'état-major a aussitôt prononcé un avertissement très ferme à qui-conque sera vu armé sur la voie publique.

Fils de Rafic Hariri assassiné le 14 février 2005, Saad a repris le flambeau « par devoir ». Député de Beyrouth, il s'est toujours montré grand travailleur, avide de rencontrer les intellectuels et les notables de tous bords, donc très au courant des subtilités libanaises... L'Occident, notamment la France, le salue comme un véritable homme d'État, et ses rapports semblent être en voie d'amélioration avec la Syrie qu'il tient pourtant pour responsable de l'assassinat de son père. Les Libanais voient en cet homme de courage, de conciliation et de pardon, un espoir de tranquillité.

» UPM

MÉDITERRANÉE - Mise en sommeil par les événements de Gaza, l'Union pour la Méditerranée redémarre timidement. Trente cinq pays étaient représentés à Paris le 25 juin (sur les quarante-trois réunis au sein de l'UPM). Au programme des travaux : le "développement durable". « La rencontre a surtout été l'occasion de faire un point d'étape sur la dépollution de la Méditerranée ou le plan solaire » rapporte Euractiv (26/06/09). « La présence des représentants israéliens et palestiniens a fait la fierté des organisateurs. »

DÉCOLLAGE AUX ÉMIRATS

Après avoir inauguré une base militaire à Abu Dhabi le 26 mai, la France a signé un nouvel accord de défense avec les Émirats arabes unis. Celui-ci nous place « au premier rang d'un éventuel conflit avec l'Iran » selon Isabelle Lasserre (Le Figaro, 15/06/09). « Les implications stratégiques [...] sont énormes. Cela veut dire qu'on met notre dissuasion nucléaire à la disposition des Émirats » affirme un officier proche du dossier. »



Dans ce contexte, les négociations se poursuivent afin de vendre soixante Rafale à cet allié du golfe Persique. Les spécifications de l'avion seraient arrêtées et les discussions porteraient désormais sur le prix. Le contrat représenterait 6 à 8 milliards d'euros selon Le Parisien (27/06/09). En attendant sa conclusion, le "mercato des officiers généraux" est suspendu : le président de la République veut maintenir à son poste son chef d'état-major particulier, l'amiral Édouard Guillaud, « très investi dans les contrats d'armement », et par ailleurs « inventeur de l'idée de créer une base française permanente aux Émirats » (Secret Défense, 19/06/09).

Le décollage du Rafale à l'exportation semble donc imminent. Il était temps ! En faisant cavalier seul, la France s'est attirée moult sarcasmes. Injustement selon le journaliste Jean-Dominique Merchet. Comparant le fleuron de Dassault à l'Eurofighter, construit par le Royaume-Uni, l'Allemagne, l'Italie et l'Espagne, il considère que « la facture aurait été de 50 % supérieure si la France avait fait le choix de l'Europe ». « Très critiqué, le choix de jouer en franco-français [...] apparaît aujourd'hui comme le plus rationnel, tant sur le plan des finances publiques que sur celui des besoins militaires. »

G.D.

LES FILMS DE JUILLET



TRANSFORMERS 2 : LA REVANCHE

"Ils" sont de retour et se frittent dans un vacarme infernal. Ce sont les Transformers, ces robots gigantesques venus d'une lointaine planète. Des robots qui vivent depuis des siècles



parmi les humains sous forme de véhicules toutes marques. D'un côté : les Autobots prêts à se sacrifier pour protéger la Terre. De l'autre : les Decepticons, qui veulent asservir, voire détruire notre planète. Entre les deux, Sam Witwicky, Shia LaBeouf, ado ami des Autobots, et sa copine Mikaela, Megan Fox (bimbo de service interchangeable d'un film popcorn à l'autre). Deux ans après le premier opus, ils se retrouvent au cœur d'un combat herculéen entre les Autobots et les Decepticons pour la possession d'une "clé" cachée depuis des siècles quelque part en Égypte. Terre champ de bataille ! On prend les mêmes et ça recommence avec plus de bruit, de fureur, d'effets spéciaux. Résultat : du très lourd filmé façon jeu vidéo qui paraît durer des heures, par Michael Bay, sous la houlette de Spielberg. De la grosse artillerie durant 2 h 25 à vous exploser le crâne. En bref, du cinoche pour invertébrés tendance "Djeuntpictions" ! *Déjà sur les écrans.*

PUBLIC ENNEMIES

Sous la direction de Michael Mann, Johnny Depp prête ses traits au gangster Dillinger, braqueur de banque qui, durant un an (mai 1933-juillet 1934), en compagnie de quelques truands fous de la gâchette et de la mitrailleuse Thomson à "camembert" et pas très glamour, comme "Baby Face", qui fut l'ennemi public numéro 1 du FBI. À ses trousses : un incorruptible, l'agent Melvin Purvis, Christian Bale, le "Clark Gable du FBI". La carrière de John Dillinger s'achèvera à la sortie d'un cinéma sur dénonciation d'une tenancière de bordel - "la femme en rouge". Comme pour beaucoup de bandits de l'Ouest et autres gangsters des années trente, sa légende lui a survécu. On attendait beaucoup de ce film. Manque de pot, on a droit à 2 h 20 de mitraillages et d'amour à l'eau de rose entre Johnny Depp et Marion Cotillard dans le rôle de la petite amie "mi-frenchie mi-indienne" du gangster, le tout sur un scénario plat comme l'encéphalogramme de Ramsès II et avec des "héros" qui n'ont rien d'attachant. *Sortie le 8 juillet.*

ALAIN WAELKENS

MARCEL PROUST

Proust à la croisée des arts

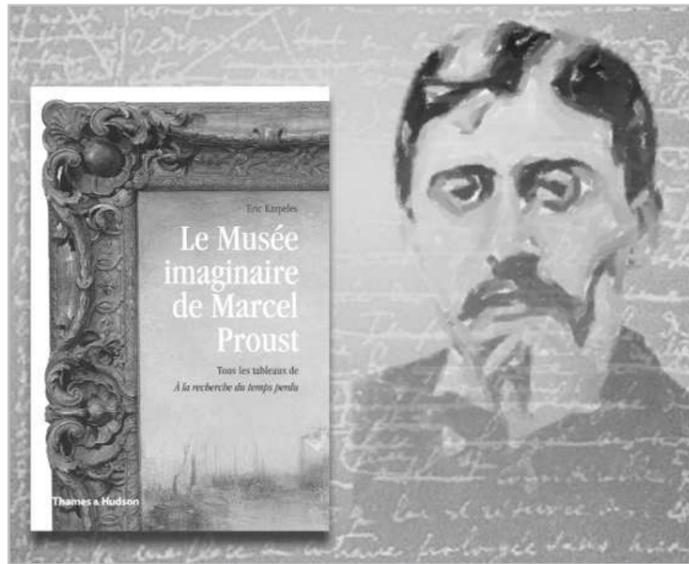
Marcel Proust était sensible à la musique, ainsi qu'à la peinture. Éric Karpeles a rassemblé dans un ouvrage illustré toutes les mentions de tableaux relevées dans *À la recherche du temps perdu*.

L'œuvre de Marcel Proust (1871-1922) constitue l'un des trésors, souvent méconnu, de notre littérature. Ses rapports avec les arts (musique aussi bien que peinture) ont été soulignés par de nombreux lecteurs, notamment par Benoist-Méchin¹. L'analyse de la sonate pour piano et violon du compositeur Vinteuil, ou plus précisément de l'une de ses phrases, en constitue dans *Du côté de chez Swann*² un exemple d'une qualité exceptionnelle, liant un thème musical à l'image d'une femme.

Rajeunissement

Le narrateur était « comme un homme dans la vie de qui une passante qu'il a aperçue un moment vient de faire entrer l'image d'une beauté nouvelle qui donne à sa propre sensibilité une valeur plus grande, sans qu'il sache seulement s'il pourra revoir jamais celle qu'il aime déjà et dont il ignore jusqu'au nom ». Et cet attachement à une page musicale semble avoir fait naître chez Swann « la possibilité d'une sorte de rajeunissement ».

Proust, en fait, était aussi sensible à la peinture qu'à la musique. Il fréquentait les musées et les expositions, ainsi que les salons où l'on se plaisait, avec plus ou moins de bonheur, à commenter les œuvres d'art les plus récentes. Éric Karpeles, peintre britannique, boursier en France, et grand lecteur de Proust, a rassemblé en un élégant volume toutes les mentions de tableaux relevées dans *À la recherche du temps perdu*.



La merveilleuse culture artistique de Marcel Proust lui dicte des choix subtils et des interprétations raffinées.

Toutes ces œuvres sont accompagnées d'illustrations en couleurs d'une grande qualité ; également de notes érudites et d'un index d'une parfaite maniabilité.

Éclectisme

On découvre le goût de Proust pour les œuvres peintes. Un goût très éclectique. Toutes les écoles, tous les grands talents depuis la fin du Moyen Âge jusqu'au début du XX^e siècle y sont représentés. Proust avait naturellement des peintres préférés : Vermeer par exemple. Mais il ne délaissait nullement les grands portraits officiels. Ainsi Louis XIV devant Maëstricht (par Mignard) et Louis, duc de Bourgogne (par Hyacinthe Ri-

gaud). Signalons encore les sujets religieux, avec Botticelli, Carpaccio, Fra Angelico ; les fêtes galantes avec Watteau... Sans doute éprouvait-il une prédilection pour les Hollandais. Il appréciait notamment l'ensemble d'extraordinaires portraits des *Régates de l'Hospice des vieillards*, révélateurs de traits de caractères sévères, et même durs, aujourd'hui conservés au musée de Haarlem.

Fin de siècle

Certains choix de Marcel Proust reflètent la société "fin de siècle" qu'il fréquentait. Ainsi les portraits à la mode de Pierre-Auguste Cot ; M^{me} Charpentier et

ses enfants de Renoir, la *Femme au chapeau* de Gustave Jacques et l'étrange *Dîner* de Léon Bakst. Cependant, Proust n'était pas un simple mondain, ni un esprit superficiel. Il était doté d'une remarquable ouverture d'esprit. Il appréciait les peintres qui seraient reconnus les meilleurs du siècle - toute l'école impressionniste - mais aussi ceux qui constituaient "l'avant-garde" : dans son "musée imaginaire" figure le portrait de Picasso par Juan Gris.

L'Angleterre et ses paysages

L'Angleterre est représentée par de grandioses paysages de Turner, par son *Éruption du Vésuve* de 1817, par sa vue de la Salute de Venise (évoquée par Proust de souvenirs personnels). Et aussi par le *Crépuscule à Trouville* de Whistler. Proust cherche également des analogies entre les vivants et les portraits des musées. Il retrouve le nez d'un M. de Palancy dans le célèbre portrait de Ghilandaio, *Le Vieillard et le Petit Garçon* et compare l'impassibilité d'un valet de pied à un guerrier de Mantegna appuyé sur son bouclier...

La merveilleuse culture artistique de Marcel Proust lui dicte des choix subtils et des interprétations raffinées où peuvent se trouver mêlés souvenirs picturaux, rappels d'opéra et de poésie. Un très beau livre, complété par des notes remarquables d'un peintre professionnel, excellent connaisseur de l'œuvre de Proust.

RENÉ PILLORGET

* Éric Karpeles : *Le Musée imaginaire de Marcel Proust*. Éd. Thames & Hudson, 12 rue de Seine, 75006 Paris ; 351 pages, 206 illustrations dont 196 en couleurs, 32 euros.

1 - J. Benoist-Méchin : *Retour à Marcel Proust*. Pierre Amiot, Paris, 1957. 2 - Marcel Proust : *À la recherche du temps perdu*. Trois volumes ; Gallimard, Pléiade, Paris, 1955.

THÉÂTRE

MARCEL MARÉCHAL S'ATTAQUE A MUSSET

Il le déclare lui-même, c'est la première fois qu'il met en scène une pièce de Musset. Mieux vaut, dit-on, tard que jamais et, avec la collaboration de Michel Demiautte, voici la chose faite et l'œuvre en vaut la peine.

Il faut dire que même si l'on n'a pas relu *Les Caprices de Marianne* depuis des années, on est surpris de constater, à l'écoute du texte, qu'on sait encore par cœur des passages entiers qui sont passés quasiment à l'état de maximes. Qui ne se souvient en effet des prédictions d'Octave à la réticente Marianne ?

« Vous avez encore cinq ou six ans pour être aimée, huit ou dix pour aimer vous-même et le reste pour prier Dieu. » Que dire également de l'étrénel ping-pong de qualificatifs entre l'ami Octave et le pompeux juge Claudio qui se traitent mutuellement dans un haletant crescendo de : « cousin plein de facéties », « sénateur



incorruptible », « aimable croupier de roulette », « juge plein de causticité », quel régala ! L'auteur, il est vrai, n'a que vingt-trois ans et tellement d'insolence lorsqu'il écrit cette pièce, de désespérance aussi car c'est, en effet, deux aspects de la très complexe personnalité de Musset, amant de George Sand mais aussi libertin, pilier de cabaret à Venise et autres lieux, tombeur de filles impénitent et qui ruina sa santé en débauches, le payant de sa vie.

MARIANNE SOIXANTE-HUITARDE ?

Des deux rôles principaux, l'un est confié à Yannick Debain, qui a du style et campe un Coelio profondément épris. L'autre, son alter ego, Octave, est interprété par Mathias Maréchal, au départ joyeux drille déjanté et finalement assagi, touché par la grâce de l'amour de Coelio pour Marianne. Marcel Maréchal souligne dans sa mise en scène la "modernité" de Marianne qui, bien qu'épouse d'un juge - donc notable -, fait preuve d'une réelle indépendance envers son mari. Acte II, scène III, ne renverse-t-elle pas les chaises de colère ? C'est Musset qui l'indique. Ce n'est pas encore mai 68, mais la révolte est dans l'air. Il se pourrait, au vu du décor choisi, que

M. Maréchal possède une édition Louis Connard de 1926 des *Comédies et Proverbes* de Musset car, aussi curieux que cela puisse paraître, la taverne avec tonnelle ombragée où se situe l'action, reproduit exactement les bois gravés de cette livraison. Une excellente idée du metteur en scène a été d'imaginer le personnage de Pipò, joué par le multi-musicien A. Cochin qui assure, en chansons, le lien entre les scènes et le fait excellent. Les valets, intendants, belle-mère - superbe Hélène Arie - sont tous exactement en place. On s'interroge seulement : pourquoi M. Maréchal a-t-il glissé parmi les pièces chantées une romance appartenant, c'est bien connu, à la comédie *Le Chandelier* ? Le texte s'y prête, sans doute : « Si vous croyez que je vais dire Qui j'ose aimer... » Certes, c'est toujours du Musset, et bon à prendre ! Cependant, sur scène, le piège se referme sur l'infortuné Coelio. Le drame, hélas, survient. Il frappe, sans pitié, comme un stylet : « Je ne vous aime pas, Marianne, c'était Coelio qui vous aimait. »

MONIQUE BEAUMONT

* *Les Caprices de Marianne d'Alfred de Musset*. Jusqu'au 11 juillet 2009. Théâtre 14, 21, avenue Marc Sangnier, Paris 14^e ; 01 45 45 49 77.

BIOGRAPHIE

Jeanne, l'essence de la France

Alain Bournazel raconte l'équipée de Jeanne d'Arc, dont il révèle le génie militaire. En pédagogue, il replace cette épopée dans l'ensemble de la grande histoire de France.

Quand un historien, chef de collection aux Presses universitaires de France, rencontre un autre historien, spécialiste de l'histoire militaire, quand, de plus, l'un et l'autre sont de grands défenseurs de la nation française, cela donne un magnifique hommage à notre héroïne nationale. C'est ainsi que nous nous réjouissons de la publication de la *Jeanne d'Arc (1412-1431)* ¹ d'Alain Bournazel, dans la collection *Figures et Plumes* que dirige le professeur Jean-Paul Bled. La sainte de la patrie rejoint donc, entre autres, Homère, Socrate, Jules César, Charlemagne dans une collection facilement accessible aux étudiants.



Le siège d'Orléans durait depuis sept mois. Dix jours suffirent à Jeanne pour libérer la ville.

Guerre de Cent ans

Certes, les livres sur Jeanne d'Arc sont aujourd'hui légion, mais celui d'Alain Bournazel n'a pas son pareil pour replacer de façon très pédagogique l'épopée de Jeanne dans l'ensemble de la grande histoire de France. La longue guerre entre la France et l'Angleterre ne se comprend qu'en remontant à 1066, année où Guillaume de Normandie, vassal du roi de France, devint roi d'Angleterre. Un roi qui devait quand même toujours l'hommage au roi de France ! Situation qui se compliqua au fur et à mesure que les alliances matrimoniales ajoutaient à la puissance du roi anglais, lequel interprétant les lois dynastiques à son profit se mit à revendiquer la couronne de France. Ce fut alors la guerre de Cent ans qui mit la France en grand péril jusqu'au

honteux traité de Troyes (1420) lequel réduisit les possessions du dauphin Charles à quelques territoires au sud de la Loire. Les Anglais avaient déjà assiégé Orléans. Humainement la situation était désespérée.

L'exploit inespéré d'Orléans

C'est alors qu'apparut une jeune fille de dix-sept ans, venue de Domrémy, en Lorraine. Alain Bournazel reprend toutes les étapes de l'équipée extraordinaire, mais en connaisseur il révèle le génie militaire de la jeune fille qui, ignorant les bien-pensants au bon sens borné, délivra Orléans le 8 mai 1429 : « *Le siège durait depuis sept mois ; dix jours suffirent à Jeanne pour libérer la ville. L'exploit inespéré, in-*

concevable d'une femme, d'une paysanne, venue de sa lointaine province pour s'imposer parmi les hommes, dans le métier des armes, avait de quoi éberluer les cours, les villes et les chaumières. Dieu ou le diable, on quittait l'ordre naturel des choses. »

En fait on le quittait pas, on le voyait de plus haut, car Jeanne gardait les pieds sur terre tout en regardant le ciel. La preuve : sa volonté sans faille de partir aussitôt faire sacrer le roi Charles à Reims. Il fallait rétablir l'ordre normal des choses pour que la France recouvrât l'autorité, l'unité et l'espérance. Sans quoi l'on n'aurait pas chassé les Anglais...

Là encore la plume experte d'un militaire retrace les campagnes prodigieuses qu'eut à mener celle qu'on appelait alors la Pucelle d'Orléans tant sur la route

de Reims que dans les mois suivants. Jusqu'à sa capture à Compiègne le 23 mai 1430, suivie de son ignoble procès où sa foi sublime bien ancrée en son patriotisme lui dicta de si courageuses réparties. Puis la condamnation et le bucher à Rouen le 30 mai.

Le catalyseur de l'unité nationale

Ses juges, tous du parti de l'étranger, avaient cru confondre une "sorcière", mais ils n'eurent pas le dernier mot, car dès que les Anglais furent partis, vers 1450, Charles VII fit ouvrir une information en vue de la révision du procès. Cela aboutit à sa canonisation le 16 mai 1920 et à l'institution de la fête nationale de Jeanne d'Arc le 10 juillet de la même année. Mais depuis déjà fort longtemps Orléans fête chaque année le souvenir de sa délivrance, tandis qu'à Paris, renforcé encore par la guerre de 1914-1918, le culte de l'héroïne nationale animait les cœurs français. M. Bournazel aurait pu signaler ici le rôle déterminant et périlleux que joua l'Action française au début du XX^e siècle dans ce renouveau du culte de Jeanne.

Il termine toutefois ce beau petit livre magnifiquement illustré et qui pousse à redécouvrir cet événement essentiel de notre histoire, en rappelant que la sainte de la patrie est « *consubstantielle à l'idée même de la nation française qui prit conscience d'elle-même en se rassemblant autour de la puissance royale* ». Il ajoute qu'en ce Moyen Âge finissant où la société se fissurait et se cherchait en de nouvelles structures, elle apparaît comme « *l'essence de la France* ». Suivre ce « *puissant catalyseur de l'unité nationale* », c'est assurément reprendre confiance en Dieu qui n'abandonnera jamais la France tant qu'il y aura des Français prêts à donner leur vie pour elle.

MICHEL FROMENTOUX

PUBLI-INFORMATION



Actualité et présence de Charles Maurras

1868-1952 : TOME III

Fervent et fidèle disciple de Charles Maurras, FRANÇOIS MARIE ALGOUD a entrepris il y a plusieurs années déjà de rendre hommage au maître de Martigues en publiant trois ouvrages successifs évoquant le poète (tome I paru en 2004), l'homme politique et son cheminement religieux (tome II paru en 2005) et enfin l'histoire de l'Action française de sa naissance à la fin du XIX^e siècle, en pleine affaire Dreyfus, jusqu'au début du XXI^e siècle.

LE GRAND SIÈCLE DE L'AF

D'où ce très épais tome III, sous-titré « *Le grand siècle de l'Action française* ». On peut y lire beaucoup d'extraits d'articles et d'œuvres de Maurras très éclairants sur sa pensée et sa doctrine. À travers l'histoire de ce mouvement nationaliste et monarchiste dont l'influence intellectuelle fut très importante jusqu'à sa condamnation par l'Église en 1926, c'est toute l'histoire de France de la fin du XIX^e et du XX^e siècles que l'on peut revisiter depuis la mort du curé d'Ars en 1859 jusqu'à 2002, cinquantième de la mort de Maurras.

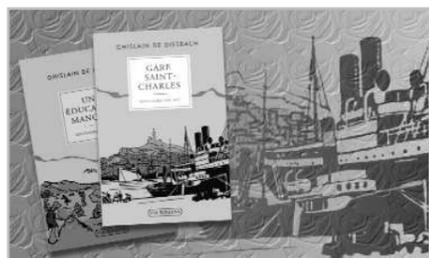
La somme d'Algoud, agrémentée d'un index et dix-sept annexes fort intéressantes et préfacée par le fidèle Michel Fromentoux, rédacteur en chef de *L'Action Française 2000* et directeur de l'Institut d'Action française, rend également hommage à de grandes figures de l'AF plus récemment disparues comme Pierre Juhel (1911-1980), le fondateur de la Restauration nationale, et bien sûr Pierre Pujo, l'âme du journal et du mouvement de 1966 à sa mort le 10 novembre 2007.

Un ouvrage de synthèse et de référence que tous les maurrassiens mais aussi tous ceux qui s'intéressent à l'histoire du nationalisme et du royalisme français doivent avoir dans leur bibliothèque.

J.B.

* François Marie Algoud : Actualité et présence de Charles Maurras - 1968-1952 - Tome III, 468 p., 60 euros. Disponible à nos bureaux, 65,16 euros franco.

SOUVENIRS D'UNE CERTAINE FRANCE



Le mardi 16 juin, le cercle Alexis de Tocqueville, que préside Didier Béoutis, recevait, autour d'un dîner-débat organisé au Grenadier d'Austerlitz, l'historien et mémorialiste Ghislain de Diesbach.

Auteur de nombreuses biographies dont celles de Necker, Chateaubriand, Proust, ou plus récemment l'explorateur Richard Burton, Ghislain de Diesbach était venu, cette fois, présenter le deuxième tome, récemment paru, de ses souvenirs, *Gare Saint-Charles* (1949-1957), dans lequel il relate sa vie d'étudiant et d'homme jeune, ainsi qu'une réédition augmentée du premier tome *Une éducation manquée* (1931-1948), où il raconte ses souvenirs

d'écolier et de lycéen. Au gré des mutations de son père, fondé de pouvoir dans une grande banque française, Ghislain de Diesbach a vécu successivement au Havre, au Mans, à Saint-Quentin, puis à Marseille. Étudiant à la faculté de droit d'Aix-en-Provence, il a fait ses débuts professionnels dans une compagnie d'assurances à Nîmes. Autant de villes différentes dont il a fréquenté les bibliothèques, les bonnes écoles et les sociétés mondaines, expériences qui décideront de sa vocation de mémorialiste. M. de Diesbach n'a en effet pas son pareil pour dénicher et aller visiter, dans son château, le vieil écrivain ou la comtesse douairière, monuments d'histoire, qui, mis en confiance, lui livreront, au seuil de leur vie, des souvenirs qu'ils n'ont jamais confiés à personne.

UN ÉTAT THÉOCRATIQUE AU MANS

Ponctué d'anecdotes piquantes, le tout est bien entendu écrit avec une grande finesse. On notera, au hasard des pages, les chapitres sur la bonne société sarthoise durant l'Occupation, avec un chapitre saisissant sur l'État théocratique que formait le collège des Jésuites Sainte-Croix du Mans, ou encore la vie d'étudiant à Aix comme les visites aux écrivains provençaux dans les années cinquante.

Ce n'est finalement pas seulement ses souvenirs que Ghislain de Diesbach nous raconte, c'est bien le portrait d'une certaine société française provinciale, aujourd'hui révolue, celle des gens bien, servis par des domestiques dévoués, allant à la messe, arborant leurs décorations, tout en voyageant en troisième classe et en faisant rapiécer leurs vêtements, et celle des autres, prénommés Jules, conseillers municipaux, ventripotents défenseurs de l'école et du patronage laïques, et qui, une fois morts, étaient statufiés sur les grandes places des petites villes, ainsi soumis aux aléas des pigeons...

UNE AMBIANCE À (RE) DÉCOUVRIR

Une table onomastique permet de retrouver rapidement les références que l'on cherche. Un véritable livre-témoignage sur une "certaine France" dont la lecture, comme son intervention au cercle Tocqueville, passionnera ceux qui l'ont connue, comme les plus jeunes qui découvriront l'ambiance dans laquelle leurs parents ou grands-parents ont vécu. ■

* Ghislain de Diesbach : Une éducation manquée - Souvenirs 1931-1948 ; *Via romana*, 328 pages. 24 euros. Gare Saint-Charles - Souvenirs 1949-1957 ; *Via romana*, 228 pages. 24 euros.

LES ANCIENS ET L'ÉTRANGER

QUEL REGARD le citoyen grec ou romain portait-il sur l'étranger ? Méprisant pour l'un, plus aimable pour l'autre. Deux conceptions de la cité, et de sa capacité à s'ouvrir à l'altérité ont régi la vie politique et sociale à Athènes et à Rome. La Grèce s'accrochait à un système binaire partageant le monde entre Hellènes et Barbares, refusant toute assimilation, tout renouvellement de population. Rome, au contraire, peut-être en raison de ses propres origines mêlées, et de ses légendaires ascendances troiennes, a choisi d'accueillir le pérégrin, le barbare, voire l'esclave affranchi et d'en faire, à terme, des citoyens comme les autres. Mais, repli farouche ou ouverture ont conduit au même résultat : la perte des valeurs originelles au profit d'un conglomérat cosmopolite, les Grecs s'affaiblissant faute de se renouveler, les Romains donnant dans l'excès contraire jusqu'à perdre leurs antiques vertus. Évidemment, le propos n'est pas neutre et il est trop aisé d'appliquer les modèles antiques aux problèmes actuels, de l'immigration à la mondialisation. Et de l'interpréter dans le sens du politiquement correct. Comme il est toujours possible de sauter la préface, ne vous privez pas de ce recueil de textes anciens, grecs et latins, qui, d'Homère aux Pères de l'Église, résumant plus d'un millénaire de débats sur la place à offrir ou à refuser à l'étranger au sein de la cité. C'est tout à fait intéressant. Instructif aussi.

A.B.

* Christophe Cusset et Gérard Salamon : À la rencontre de l'étranger - L'image de l'Autre chez les Anciens. *Les Belles Lettres*, 345 p., 13 euros.

□ **CETTE ANNÉE-LÀ**

1137 : Un mariage de rêve

L'année marque l'apothéose du règne de Louis VI le Gros. Le 25 juillet, quelques jours avant sa mort, son fils Louis épouse Aliénor d'Aquitaine. Une chance fabuleuse pour le royaume en train de se former.

Cette année-là, la vingt-neuvième de son règne, Louis VI le Gros, cinquante-six ans, n'avait point cessé d'exercer une activité surhumaine en nettoyant vigoureusement le pays de quelques grands seigneurs qui n'étaient que de grands brigands, de même qu'en aidant puissamment à la naissance des communes de France qui reçurent leurs premières chartes - véritables viviers de libertés florissantes. Nous l'avons déjà vu à l'œuvre dans *L'AF 2000* du 5 mars 2008. Nous l'avons également suivi en 1124 dans son combat victorieux, grâce à la mobilisation des chevaliers et des bourgeois, contre l'empereur germanique Henri V, époux de Mathilde, la petite-fille de Guillaume le Conquérant, et nous avons montré alors dans *L'AF 2000* du 19 juin 2008 le sentiment national en train de naître. En outre, à la suite de son père Philippe 1^{er} (voir notre dernier numéro), Louis VI avait mis fin aux pratiques simoniaques en matière de charges ecclésiastiques et réglé pour le mieux la question de son droit de regard dans la nomination des évêques.

L'abbé Suger, ami du roi

Avec tout cela la dynastie s'était considérablement affermie, la paix et la sécurité régnaient dans le royaume, et le fidèle abbé Suger pouvait écrire : « *Le prince Louis ayant dans sa jeunesse mérité l'amitié de l'Église en la défendant généreusement, soutenu la cause des pauvres et des orphelins, dompté les tyrans par sa puissante vaillance, s'est trouvé ainsi, avec le consentement de Dieu, amené au faite du royaume suivant le vœu des prud'hommes*



Louis et Aliénor devinrent roi et reine de France alors qu'ils venaient de faire connaissance.

et pour le plus grand malheur des méchants dont les machinations l'en auraient exclu si la chose avait été possible. » On ne saurait trop insister sur le rôle extraordinaire de cet abbé Suger, enfant de pauvre devenu dès les bancs de la petite école de Saint-Denis l'ami du futur roi. Orateur, théologien, dialecticien, poète, le jeune clerc avait vite acquis une expérience affinée des affaires tant religieuses que séculières et administratives. Il resta toujours auprès du Gros un collaborateur indispensable, jamais servile, jamais courtisan, pour qui la politique était essentiellement une affaire de mesure et d'arbitrage.

1137 allait marquer l'apothéose du règne. Le fils aîné de Louis VI, Philippe, associé au trône

dès sa jeunesse, étant mort à quinze ans en 1131, le roi avait aussitôt fait sacrer (la préoccupation restait nécessaire...) son deuxième fils Louis, né en 1120, lequel, ce 25 juillet 1137, à dix-sept ans, contractait en la cathédrale de Bordeaux le plus brillant mariage dont il pouvait rêver.

La belle Aliénor

Guillaume X, duc d'Aquitaine, était mort quelques mois plus tôt en confiant au roi son unique héritière, la superbe Aliénor, âgée de quinze ans. En grand politique, Louis VI s'était empressé de conclure... le mariage de la jeune duchesse avec le jeune roi. Et quelle chance fabuleuse pour le royaume en train de se former !

Elle apportait en dot l'Aquitaine, c'est-à-dire le Poitou, le Limousin, une grande partie de l'Auvergne, le Périgord, le Bordelais et la Gascogne (dix-neuf de nos actuels départements !).

Cette héritière de la plus opulente maison ducale était la deuxième à épouser un Capétien. Souvenons-nous du mariage d'Hugues Capet avec Adélaïde. Les ducs d'Aquitaine, tous lettrés et amis des arts, épataient depuis longtemps l'Europe entière. Les empereurs les traitaient comme des égaux. Guillaume IX, le grand-père d'Aliénor, le premier troubadour, avait été un personnage romanesque qui n'avait consenti qu'une apparition furtive à la Croisade avant de découvrir l'amour courtois et de le chanter. En somme Aliénor héritait d'une lignée d'hommes et de femmes pieux et généreux mais aussi de gaillards enivrés de culture et de plaisir, peu enclins à supporter trop de contraintes...

Peur de rien

Les jeunes époux étaient aux anges. Dès leur première rencontre, le très aimable Louis, bien fait de sa personne, tomba irrésistiblement amoureux de cette fille du soleil fine et raffinée. Quant à elle, elle vit en lui l'image d'un prince des contes et légendes chevaleresques à la mode.

Hélas le deuil vint les frapper sur le chemin du retour, quand, alors qu'ils séjournèrent à Poitiers, la nouvelle leur parvint de la mort du roi Louis VI le 8 août à Paris. Il laissait à son fils ce conseil : « *Souvenez-vous, mon fils et ayez toujours devant les yeux que l'autorité royale n'est qu'une charge publique, dont vous rendrez un compte très exact après votre mort.* »

Voici donc Louis et Aliénor, alors qu'ils viennent juste de faire connaissance, roi et reine de France ! Lourde responsabilité sur des épaules bien jeunes ! Si follement épris l'un de l'autre, ils n'avaient peur de rien... Mais la mariée n'était-elle pas trop belle ? Réponse dans notre prochain numéro...

MICHEL FROMENTOUX

MARIE-THÉRÈSE DÉVOILÉE

S'il existe pléthore de biographies de qualité inégale de certaines de nos reines, d'autres n'ont fait l'objet que de quelques études, parfois succinctes ou partiales. Tel est le cas de Marie-Thérèse, épouse de Louis XIV.



Par quel étrange hasard la femme d'un souverain qui tient une place centrale dans l'historiographie a-t-elle pu retenir aussi peu l'attention ? C'est que son procès est fait de longue date : petite infante dépourvue de beauté et de caractère, objet d'une transaction diplomatique, son mariage assurant la paix entre la France et l'Espagne, elle fut incapable de se faire aimer du Grand Roi qui, le plus logiquement du monde, préféra ses flamboyantes maîtresses à la jeune sotte bigote que la raison d'État lui avait imposée.

Et si tout cela, finalement, n'était que tissu de ragots et de calomnies dévalorisant une reine très supérieure à ses portraits convenus, ce autant au plan physique que politique et moral ? Joëlle Chevé est allée y voir et la biographie d'importance qu'elle consacre à la fille de Philippe IV révèle une Marie-Thérèse d'une autre trempe. Consultant les archives espagnoles, d'ordinaire laissées de côté, au point que certains biographes ont tout bonnement commencé le récit de la vie de la reine à l'instant de ses noces, comme si elle n'avait pas existé auparavant, elle révèle l'importance primordiale de la jeune fille dans l'histoire espagnole. Seul enfant survivant du mariage de Philippe IV et d'Élisabeth de France, Marie-Thérèse, du fait de la mort de ses frères, se retrouve, dans les années 1650, héritière de la couronne d'Espagne. Quelques temps, elle se voit succédant à son père. Le remariage de celui-ci avec sa nièce, Marie-Anne d'Autriche, et la naissance de plusieurs fils, remet tout en cause, et ravale

l'infante au rôle traditionnel des princesses : élément du jeu diplomatique et génitrice royale. Encore prétend-elle choisir. Entre l'empereur Léopold et le roi de France, tous deux ses cousins, Marie-Thérèse choisit Louis XIV, le seul homme sur la terre qu'elle estime digne de prétendre à sa main...

TOUJOURS TRAITÉE EN REINE

Cette dimension politique et dynastique de l'infante, telle qu'elle se dessine à travers les documents espagnols, interdit dorénavant de supposer que cette princesse si forte de ses droits et de sa naissance, élevée pour régner par elle-même, jugée séduisante et intelligente par ses compatriotes, ait pu, sitôt en France et mariée, devenir l'espèce de potiche peu décorative décrite par les mauvaises langues de la Cour puis par la postérité. Si ses infortunes conjugales furent réelles, Joëlle Chevé démontre cependant que la reine fut toujours traitée comme telle, ne

laissant jamais oublier ce qui lui était dû ; Louis XIV, d'ailleurs, ne l'eût point toléré. Au côté de son époux, elle assumait son rôle en « *professionnelle* », qu'elle était par naissance. Surtout, et c'est l'un des aspects les plus remarquables de cette étude, elle poursuivit, à l'instar de sa tante Anne d'Autriche, l'acclimatation en France de la spiritualité carmélitaine de Thérèse d'Avila, sa sainte patronne, influant ainsi considérablement sur « *le grand siècle des âmes* ». Sa mort prématurée, en 1683, marque, en dépit des apparences, la fin des belles années du règne. La reine emporte avec elle la jeunesse et les plaisirs de son mari. Elle morte, rien ne sera plus comme avant... L'immensité du travail accompli, l'éclairage apporté font de ce livre l'une des biographies les plus magistrales de ces dernières années.

A.B.

* Joëlle Chevé : Marie-Thérèse d'Autriche. *Pygmalion*, 565 pages, 24,90 euros.

MAISONS ROYALES

Destins de reines : des vies sacrifiées ?

Les filles de rois furent-elles les sacrifiées du système dynastique, condamnées à un sort plus tragique que celui de leurs contemporaines nobles, bourgeoises ou paysannes ? Mis en évidence par l'historiographie, le phénomène demande à être nuancé en fonction des personnalités et des contextes.

Spécialiste du monde hispanique, Bartolomé Bennassar s'est intéressé au cas de la maison de Habsbourg. L'union douloureuse de Philippe le Beau, fils de Maximilien d'Autriche et de Marie de Bourgogne, avec Jeanne de Castille, héritière des rois catholiques Ferdinand et Isabelle, en plaçant leurs descendants sur le trône d'Espagne et à la tête du Saint Empire romain germanique, fit d'eux, un temps, la première puissance d'Occident. Ce mariage inaugurerait l'une des particularités de la diplomatie habsbourgeoise, résumée par l'adage célèbre : « Les autres font la guerre ; toi, heureuse Autriche, épouse ! »

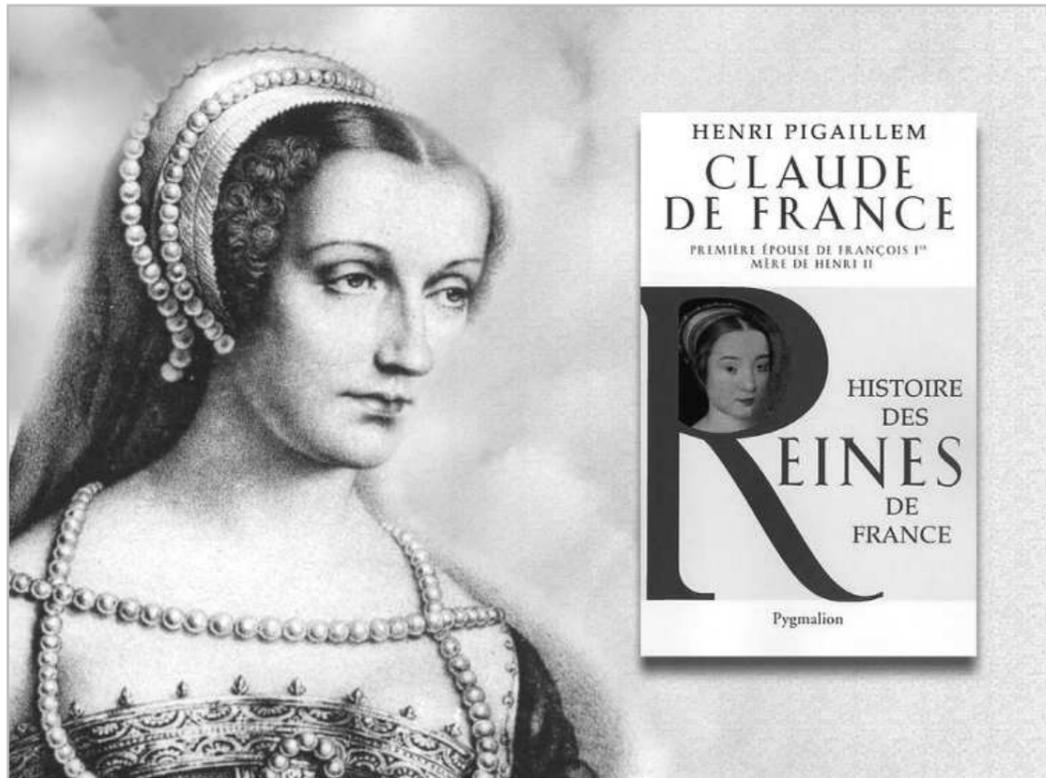
Reproductrices

C'est en effet par le mariage que les Habsbourg s'assurèrent et conservèrent leur suprématie. Ce choix réclamait une progéniture abondante, pion sur l'échiquier diplomatique familial, puis une endogamie que, partout ailleurs, on eût appelé de l'inceste, les unions entre oncles et nièces, ou cousins doublement germains devenant la règle. D'où un épuisement génétique fatal à la branche espagnole de la dynastie.

D'un point de vue humain, cela signifie des dizaines de très jeunes filles, l'âge du mariage des princesses étant beaucoup plus bas que celui des autres femmes, unies au seuil de l'adolescence à des hommes de dix, vingt, trente, voire quarante ans leurs aînés, éreintées par des maternités trop rapprochées, transmission de la couronne oblige, qui tuaient la plupart d'entre elles. Une autre prenait aussitôt leur place, souvent leur sœur ou leur nièce, et tout recommençait...

Le Lit, le Pouvoir et la Mort analyse, statistiques à l'appui, la vie de ces princesses, issues des grandes maisons européennes, le modèle habsbourgeois, s'il en est la forme poussé à l'absurde, pouvant être extrapolé aux autres familles régnantes. De la fin du XV^e siècle au début du XVIII^e, se croisent les destinées de femmes qui ne pouvaient échapper à leur rôle de reproductrices royales vouées à périr à la tâche plutôt que par le veuvage. Certaines eurent des vies pitoyables. Aucune ne se révolta contre un ordre des choses qui, pour elles, allait de soi. C'est ce sens du bien commun, auprès duquel le bonheur de l'individu comptait peu, qui nous fait défaut pour comprendre cette abnégation.

Exemplaire, en cela, la personnalité de Jeanne de France, fille cadette de Louis XI. Lorsqu'elle naît en 1464, nul ne se rend compte que l'enfant est handicapée. Aussi, quand son père la fiance, au berceau, à son cousin Louis d'Orléans, dans le but de



Claude était étrangère aux ambitions indépendantistes des Montfort.

surveiller ce prince, n'envisageait-il pas d'éteindre cette branche cadette par une union stérile. L'idée lui vient après que les médecins aient diagnostiqué chez la fillette des malformations la rendant impropre à la maternité, verdict contre lequel Jeanne s'insurgera, affirmant avoir vu mères de plus infirmes qu'elle...

Infirmes et amoureuse

Quoi qu'il en soit, au lieu de renoncer à ce mariage, le roi usa de tous les arguments, chantage et menaces compris, pour contraindre le jeune homme à épouser sa fille. Louis céda - il avait treize ans - mais eut la précaution de faire certifier devant notaire son absence de consentement. Cela lui permit, en 1498, après la mort de Charles VIII qui avait soutenu la validité de l'union de sa sœur, devenu roi à son tour, d'en arguer pour faire annuler le mariage. Le drame de Jeanne, consciente de sa disgrâce physique et qui eût préféré le couvent, fut d'aimer ce mari qui n'en était pas un, envers lequel elle déploya des trésors d'affection, de compréhension, de générosité, au point qu'il était le premier à déplorer de ne pouvoir aimer celle qui méritait tant d'égards...

Henri Pigaillem offre une biographie sensible de cette princesse infirme et amoureuse, qui, malgré l'appel de Dieu et avant de fonder l'ordre des Annonciades, lutta pied à pied pour empêcher ce divorce. Dans sa double dimension d'épouse délaissée et de sainte, Jeanne de France revêt une singulière grandeur.

Du remariage tant voulu avec Anne de Bretagne, Louis XII n'eut que deux filles, aucun de ses fils n'ayant survécu. L'aînée héritait du duché breton. Risquaient de se reproduire les difficultés précédentes, quand les Montfort, par des alliances étrangères, cherchaient à conserver l'indépendance de leur État. Tel était le calcul d'Anne, qui, à peine Claude au monde, chercha à sa fille un époux assez puissant pour faire pièce aux volontés d'annexion françaises. Ni le roi, ni ses juristes, ni les états généraux ne pouvaient souscrire à ces plans. On décida que Claude épouserait l'héritier putatif du trône, son cousin François d'Angoulême. Ce mariage se fit hâtivement, en 1514, dès qu'Anne fût morte.

Claude, Capétienne avant tout

Henri Pigaillem, déjà biographe de sa mère, propose un touchant portrait de la reine Claude, éprise du séduisant mari qu'on lui avait donné, et qui la rendit très malheureuse. Boiteuse, sans charme, elle ne sut retenir François I^{er}, servit de souffre-douleur à sa belle-mère, Louise de Savoie, et mourut d'épuisement à vingt-cinq ans, après avoir enfanté sept princes, et assuré l'avenir des Valois Angoulême.

Les Bretons lui en ont voulu d'avoir cédé aux instances du roi, lui déléguant ses responsabilités duciales avant de les transmettre au dauphin, arrangement contraire aux contrats des mariages bretons. On lui a reproché un manque de caractère qu'elle ne tenait point de sa mère, un amour

aveugle envers son époux. Peut-être faut-il plutôt se demander si Claude, étrangère aux ambitions indépendantistes des Montfort, n'était pas une vraie Capétienne et si son choix, plus politique que sentimental, ne fut pas de privilégier la France au détriment de la Bretagne.

Laissée à l'arrière-plan

François, père de trois fils et pris par ses maîtresses, n'envisageait pas de se remarier mais, après Pavie et la captivité madrilène, afin d'assurer la paix avec les Habsbourg, il consentit, en 1530, à épouser la sœur aînée de Charles Quint, Éléonore d'Autriche. Les historiens français ont marqué du recul envers elle, moins en raison de sa personne, ignorée du roi comme de la postérité, qu'à cause des circonstances blessantes de ces noces forcées. La jeune femme méritait mieux. Fort amoureuse du comte Palatin, jugé indigne d'elle, elle devint, en 1518,

la troisième épouse de Manuel I^{er}, roi d'un Portugal au sommet de sa fortune. En 1521, elle était veuve, pleurant un fils mort au berceau, et une fille, Maria, que les Portugais refusèrent de lui laisser quand elle dut quitter le royaume. Cet amour maternel frustré, elle le reporta sur les enfants de son second mari, qui s'en souciaient peu, tant et si bien que, de nouveau veuve en 1547, Éléonore regagna l'Espagne et y finit ses jours.

Michel Combet parvient à donner une biographie fouillée, l'une des très rares à lui avoir été consacrées, de cette reine laissée à l'arrière-plan mais dont la personnalité se révèle plus forte qu'on le pense.

Vie passionnée et tragique

Nul ne s'avisa jamais de trouver Marie Stuart effacée, mais cela, loin de l'aider, lui compliqua la vie, avant de la tuer. Héritière du trône d'Écosse, reine à six jours, l'enfant représentait l'un des premiers partis d'Europe en raison de l'intérêt stratégique de son pays. Les Tudor la voulaient au nom de l'unité territoriale et parce que l'Écosse, antique ennemie de l'Angleterre, représentait une perpétuelle menace ; les Valois parce que l'alliance écossaise, traditionnelle, permettait de prendre les Godons à revers et devait absolument être maintenue. Marie de Guise, sa mère, privilégia la France, où, prudente, elle s'empressa d'envoyer sa fille, la mettant à l'abri d'un rapt ou d'un meurtre éventuel. Débarquée à Roscoff à cinq ans, Marie fut reine de France à quatorze, et veuve de François II à quinze. Elle regagna Édimbourg. Chacun connaît la suite...

Stefan Zweig aimait les vies passionnées et tragiques ; celle-ci lui convenait à merveille. Aussi donna-t-il, en 1935, une biographie de Marie Stuart tourmentée, effrénée, violente, fulgurante devenu un classique. Sa réédition en poche est disponible.

ANNE BERNET

* Bartolomé Bennassar : Le Lit, le Pouvoir et la Mort. Fallois, 270 pages, 22 euros.

* Henri Pigaillem : Jeanne de France. Pygmalion, 320 pages, 21,90 euros.

* Henri Pigaillem : Claude de France. Pygmalion, 270 pages, 21 euros.

* Michel Combet : Éléonore d'Autriche. Pygmalion, 340 pages, 23,90 euros.

* Stefan Zweig : Marie Stuart. Le Livre de poche, 410 pages, 5,95 euros.

L'ACTION FRANÇAISE TARIF DES ABONNEMENTS

(paraît les 1^{er} et 3^e jeudis de chaque mois)

- | | |
|---|--|
| 1. Premier abonnement France (un an) 76 € | 5. Abonnement de soutien (un an) 150 € |
| 2. Premier abonnement Étranger (un an) 85 € | 6. Étudiants, ecclésiastiques, chômeurs (un an) 60 € |
| 3. Abonnement ordinaire (un an) 125 € | 7. Outre-mer (un an) 135 € |
| 4. Abonnement de six mois 70 € | 8. Étranger (un an) 150 € |

BULLETIN D'ABONNEMENT

Nom Prénom
 Adresse
 Code postal Ville
 Tél. Courriel

Entourez le numéro correspondant à votre abonnement

Bulletin à retourner à L'Action Française 2000
 10, rue Croix-des-Petits-Champs, 75001 Paris - C.C.P. Paris 1 248 85 A

GARE AU RETOUR DE FLAMME !

Les résultats électoraux se prêtent toujours aux interprétations les plus diverses. À l'issue du scrutin des 6 et 7 juin, Jean Quatremer saluait « l'Europe, grand vainqueur des élections en France », tandis que *Le Salon Beige* pointait « un désaveu pour l'UE ».

L'abstention massive (59,37 % des inscrits) réjouit naturellement les souverainistes. Les enquêtes d'opinion pourraient toutefois les faire déchanter. Le tableau est nuancé : 80 % des Français seraient favorables à la construction européenne, mais 26 % la percevraient comme « une menace pour notre identité » ; 78 % considéreraient qu'elle « les rend plus forts face au reste du monde », mais 62 % estimerait qu'elle « coûte cher à la France » ; enfin, 6 % réclameraient la dissolution de l'UE¹. Quoi qu'il en soit, l'abstention doit être invoquée avec prudence. En effet, comment peut-on l'expliquer ? Sans doute par le peu d'implication de l'Union européenne dans les politiques de redistribution sociale cristallisant les clivages partisans ; ainsi que par la faible "personnification" des enjeux : le vote des électeurs peut influencer la composition de la Commission, mais sa désignation demeure l'apanage des États. Autant de "maux" que les fédéralistes aspirent à corriger : l'abstention serait vraisemblablement endiguée par un accroissement des compétences de l'UE et une émancipation - peu réaliste selon nous - de la Commission et du Parlement.

En attendant, la transposition du formalisme parlementaire au niveau communautaire apparaît aberrante à bien des égards. Les journalistes de *Libération* posent parfois de bonnes questions² : « On peut dès lors se demander s'il était bien nécessaire de faire élire au suffrage universel direct le Parlement européen : en déséquilibrant une construction qui a été pensée dès l'origine comme une union d'États et dont la légitimité démocratique s'exerçait uniquement au second degré, cette innovation a sans doute concouru à renforcer le sentiment que l'Union souffrait d'un grave déficit démocratique. » Selon Jean Quatremer, « le seul moyen d'y remédier ne serait évidemment pas de revenir en arrière, cela étant démocratiquement inacceptable, mais de créer un véritable État fédéral ». De notre point de vue, cependant, qu'importe la démocratie !

GRÉGOIRE DUBOST

1 - Enquête réalisée du 28 avril au 5 mai par *Efficiencie 3* pour la *Représentation en France de la Commission européenne*.
2 - *Coulisses de Bruxelles*, 11/05/09.

□ LES GRANDS TEXTES POLITIQUES

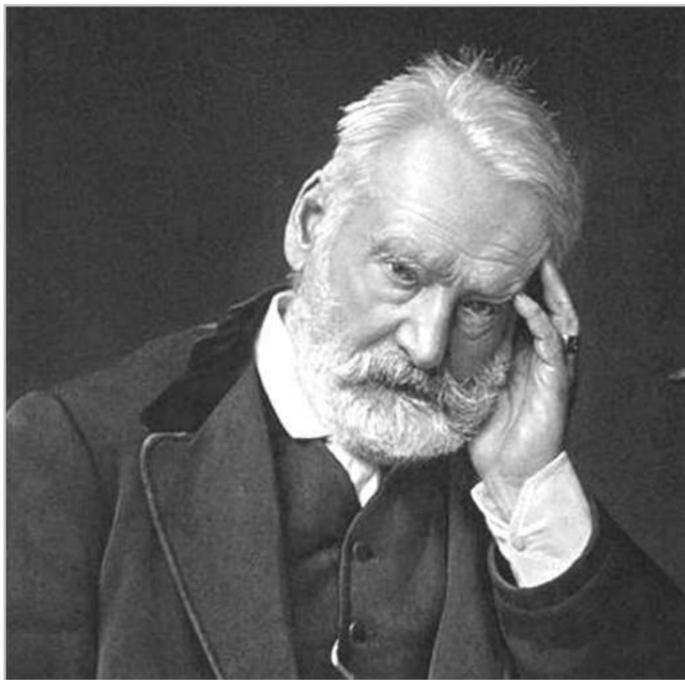
« Une chimère cornue... »

Quelle ombre d'analogie peut-il bien y avoir entre la Constitution des États-Unis d'Amérique et le rêve éculé des États-Unis d'Europe déjà préconisés par Victor Hugo ? La question est posée par Maurras.

L'unité de l'Europe représente une vieille nuée démocratique. Victor Hugo a écrit sur ce sujet des pages d'un grotesque puissant à la mesure de ses dons verbaux qui étaient aussi immenses que son manque de discernement. Après la guerre de 1914-1918, il s'esquissa à la Société des Nations, ancêtre de l'ONU, des projets d'Union européenne auxquels Aristide Briand prêta sa voix qu'on disait de violoncelle. Il adjurait les Européens de fonder des États-Unis. Charles Maurras répondit à Aristide :

« Quelle ombre d'analogie peut-il bien y avoir entre la Constitution des États-Unis d'Amérique et le rêve éculé des États-Unis d'Europe que vient de gonfler ce malfaiteur public ?

Les États-Unis de l'histoire sont formés de provinces d'un même peuple parlant une même langue, associées dans la même loi puritaine, toutes tendues à lutter contre un même oppresseur. Cet oppresseur était leur véritable fédérateur. C'est ainsi que le duc d'Autriche fédérait contre lui-même les cantons de la Suisse antique. C'est ainsi que se sont formées toutes les fédérations de l'histoire. Où est le commun oppresseur de l'Europe moderne ? Où est la communauté fondamentale des Européens ? [...]



Victor Hugo a écrit sur ce sujet des pages d'un grotesque puissant à la mesure de ses dons verbaux

L'on rêve d'étroite confédération avec des gens dont on ne comprend pas les idées essentielles, même quand elles sont rendues dans un français approximatif, et l'on doute de l'importance des biens nationaux (certains, nets, positifs, bienfaisants, anciens, sacrés, faiseurs d'ordre et de paix intérieure), et l'on se

laisse aller à les défaire ou les relâcher avec une imprudence et une étourderie criminelles. »¹

Les nations européennes diffèrent par la langue ; bien que leurs castes dirigeantes communient dans l'idéal du Grand Architecte de l'Univers, les peuples possèdent un passé chrétien, mais tantôt catholique, tantôt protes-

tant, tantôt encore "orthodoxe". La France s'est créée en marge de l'empire, rêve germanique. Si l'Allemagne et l'Espagne possèdent de fortes traditions régionales, la République jacobine a brisé les provinces et centralisé à outrance ; sa déconcentration administrative, imposée par le haut, n'est qu'un leurre. Les intérêts des différents pays de l'Union divergent, historiquement et géographiquement. Du Luxembourg à la France, les États se révèlent disparates en taille, population, richesses. Et on veut faire une communauté de tout cela ! La France en mourrait !

« La doctrine du libre échange nous a diminués pour le moins autant que l'a pu faire la doctrine des nationalités. Le libre échange, tel que nous l'avons pratiqué depuis 1860, nous a rendus malades : aggravé d'une bonne fédération continentale, il nous tuerait. »²

La technocratie bruxelloise présente, avec la finance internationale, anonyme et vagabonde, le seul facteur d'unité. Cet organe étranger, froid, ne saurait qu'imposer une dictature de bureaux rappelant l'administration soviétique. Au-delà d'une longue période de misère, je ne vois pas un tel organisme supranational se terminer, après une pénible agonie, autrement que par des guerres de sécession. « Mais, demandait déjà Maurras dans *L'AF* du 23 octobre 1925, aurons-nous encore des canons et des munitions ? Nous restera-t-il un seul canonier ? »

GÉRARD BAUDIN

1 - *L'Action Française*, 23 février 1928
2 - *L'Action Française*, 28 juillet 1929

□ CONGRÈS

Sarkozy chez Louis XIV

La République s'est donnée de grands airs... Mais il manque à son président le temps, et l'humilité devant celui-ci : Nicolas Sarkozy n'est pas un roi !

Le lundi 22 juin se tenait le Congrès à Versailles et la République s'est donnée de grands airs, comme si elle voulait, dit-on, copier l'ancienne monarchie absolue : n'est-ce pas la statue du roi Louis XIV qui accueille les parlementaires et le président ? Ainsi, comme l'y autorise désormais la Constitution, M. Sarkozy, prince des apparences, est venu prononcer son "discours du trône" dans le palais des rois. Un collègue, dans la salle des professeurs, ironisait : « l'hommage du vice à la vertu » ; ce qui ne pouvait qu'enchanter le fidèle royaliste...

En fait, M. Sarkozy, au regard de l'Histoire, n'est que ce "bourgeois gentilhomme", trop arriviste pour comprendre le mystère de l'État et des devoirs qu'il impose : s'il se veut hyperactif, il lui manque la patience, cette maîtrise humaine du temps qui permet d'inscrire l'action politique

dans la durée. Il confond vitesse et précipitation et oublie que les grandes réformes, si elles nécessitent un vigoureux "coup de rein", doivent aussi s'enraciner pour s'épanouir véritablement. Il lui manque le temps, et l'humilité devant celui-ci : il n'est pas un roi, il n'est que le chef d'une majorité provisoire qui durera le temps d'un ou deux quinquennats.

Le prestige au service de l'État

Par ailleurs, M. Sarkozy confond les apparences avec le prestige : quand Louis XIV soigne sa tenue et le décor de la Monarchie, il le fait avec l'ambition de servir l'État en le mettant en scène. Il ne s'agit pas, en somme, de faire de la politique-spectacle, mais de mobiliser les formes spectaculaires pour prouver la puissance de l'État et sa capacité à rayonner, y compris au-delà des frontières. Le

prestige de la Monarchie permet à la France de montrer au monde qu'elle est, fondamentalement, un État et une civilisation, et pas seulement une société égale aux autres... Cette stratégie monarchique vaudra à Versailles d'être imité un peu partout en Europe et, donc, d'être la référence sur laquelle les autres pays, sans parfois bien le saisir, calqueront leur politique du prestige.

Or, que restera-t-il, dans quelques décennies, de l'ère sarkozienne ? Quel grand projet de civilisation laissera-t-il à la mémoire des générations futures ? Quand Versailles reste une scène de la politique (Est-ce un hasard si la République y donne ses grands rendez-vous ?), que Louis XIV peut encore inspirer nos politiques et nos stratégies, que ce roi-soleil incarne toujours pour les étrangers "la France", que peut-il rester de celui qui, malgré ses talents certains de bateleur et



quelques réformes dont il est trop tôt encore pour mesurer toutes les conséquences (bonnes ou mauvaises, d'ailleurs), s'aveugle sur ce qu'il est lui-même ?

Le lendemain, le château de Versailles fut rouvert au public : on y entend les échos de la grandeur passée des rois, ou plus exactement la grandeur passée de la France sous les rois, à travers toutes les pièces, les tableaux, les jardins... Ce prestige-là ne meurt pas, quand le discours de l'actuel président se sera déjà envolé des mémoires qui ne retiennent que l'essentiel.

JEAN-PHILIPPE CHAUVIN
jpchauvin.typepad.fr

LA PÉRIODE ESTIVALE est propice aux lectures. Les ouvrages suivants sont disponibles à nos bureaux. Ajouter 15 % pour les frais d'envoi.

JACQUES BAINVILLE		ANTOINE MURAT	
<i>Histoire de France</i>	30,00 €	<i>La Tour du Pin</i>	29,00 €
<i>Les Dictateurs</i>	18,00 €		
<i>Hist. de deux peuples</i>	21,00 €	HOUCANG NAHAVANDI	
ANNE BERNET		<i>Le choc des ambitions</i>	28,00 €
<i>Radegonde</i>	21,90 €	<i>Chute et mort du Shah</i>	22,00 €
<i>Les Chrétiens d'Afrique</i>	29,00 €	PHILIPPE PRÉVOST	
<i>Brutus</i>	22,71 €	<i>Condamnation de l'AF</i>	20,00 €
<i>Charette</i>	23,00 €	<i>Centenaire trompeur</i>	10,00 €
<i>Bernadette Soubirous</i>	21,00 €	<i>Temps des compromis</i>	15,00 €
<i>Saint Grégoire</i>	25,00 €	<i>L'Église et le ralliement</i>	23,00 €
<i>Saint Ambroise</i>	25,00 €	PIERRE PUJO	
<i>Saint Jérôme</i>	25,00 €	<i>L'Autre Résistance</i>	15,00 €
<i>Madame de Sévigné</i>	22,71 €	<i>Un demi-siècle d'AF</i>	18,00 €
MONIQUE BEAUMONT		<i>Mayotte la française</i>	17,00 €
<i>Anachroniques</i>	25,00 €		
LUC BEYER DE RYKE		AIMÉ RICHARDT	
<i>Chemins d'Orient</i>	18,00 €	<i>Luther</i>	23,00 €
<i>La Belgique en sursis</i>	15,00 €	<i>Louis XV le mal-aimé</i>	29,00 €
YVES CHIRON		<i>L'affaire Galilée</i>	25,00 €
<i>La Vie de Maurras</i>	30,00 €	VLADIMIR VOLKOFF	
<i>La Vie de Barrès</i>	28,00 €	<i>Le Complot</i>	21,01 €
CHRISTOPHE DICKÈS		<i>Le Bouclage</i>	21,34 €
<i>Jacques Bainville</i>	23,00 €	<i>Le Montage</i>	17,00 €
MICHEL FROMENTOUX		<i>L'Enlèvement</i>	21,19 €
<i>Pigeonnier en Vivarais</i>	28,97 €	<i>Les Orphelins du Tsar</i>	19,90 €
<i>L'Adieu au Bicentenaire</i>	9,15 €	<i>La Crevasse</i>	15,24 €
CHARLES MAURRAS		<i>Le Contrat</i>	17,00 €
<i>Avenir de l'intelligence</i>	18,00 €	<i>Œdipe</i>	12,20 €
		<i>L'Hôte du Pape Roman</i>	20,00 €
		<i>L'Hôte du Pape Théâtre</i>	16,00 €
		<i>Méto pour l'enfer</i>	9,00 €
		<i>Le Traître Roman</i>	17,00 €
		<i>Nouvelles américaines</i>	13,00 €
		<i>Les Humeurs de la mère</i>	19,00 €

LE TRÉSOR DE L'ACTION FRANÇAISE

Sous la direction de Pierre Pujot

Avec Sarah Blanconnet, Stéphane Blanconnet, Grégoire Dubost, Michel Fromentoux, Vincent Gaillère, Pierre Lafarge, Aristide Leucate, Alain Raison, Francis Venant



Depuis sa fondation en 1899, l'école d'Action française a produit un nombre considérable d'ouvrages de critique historique, politique, littéraire, qui, ensemble, constituent un trésor.

Trente et un de ces ouvrages ont été sélectionnés pour faire l'objet d'articles publiés dans *L'Action Française 2000* en 2004 et 2005. Ont été privilégiés ceux qui permettent d'approfondir la pensée politique de l'Action française en soulignant leur actualité.

À travers les études rassemblées dans ce recueil, le lecteur se

familiarisera avec Jacques Bainville, Augustin Cochin, Léon Daudet, Pierre Gaxotte, Pierre Lasserre, Charles Maurras, Léon de Montesquiou, Maurice Pujot, le marquis de Roux, Henri Vaugeois, découvrir ainsi l'originalité de la pensée d'AF.

* Éditions de l'Âge d'homme, 138 p., 20 euros. Disponible à nos bureaux : 22,11 euros franco (chèque à l'ordre de la PRIEP)



<< Collage à Meaux

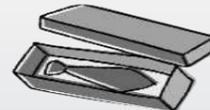
Le 29 juin. « Une façon d'ouvrir l'esprit des habitants de notre belle ville sur l'impasse républicaine... »

<http://afmeaux.over-blog.com>

BOUTIQUE ROYALISTE

Des cravates en soie fleurdelisées

sont disponibles au prix de 60 euros l'unité.



Commandes à adresser au CRAF, 10 rue Croix-des-Petits-Champs, 75001 Paris.

Chèques à l'ordre du CRAF

BANQUET CAMELOT

Plus d'une trentaine de personnes avaient répondu "présent" pour le banquet organisé par le Groupe d'Action royaliste le dimanche 28 juin 2009, banquet auquel s'était associée l'Alliance royale dont plusieurs cadres étaient parmi les convives. Guy Steinbach, doyen des camelots du Roi, s'était fait excuser.

Sous la présidence de Frédéric Winkler, ce banquet venait clôturer le premier semestre de l'année militante 2009, particulièrement positif pour les royalistes : Jean-Philippe Chauvin est revenu sur l'ensemble des activités conduites par le GAR depuis septembre 2008 : mise en ligne d'un site Internet et d'une lettre d'information, publication de tracts et de vidéos par le SACR, sortie de plusieurs milliers d'autocollants "actionroyaliste.com", lancement de *Radio Fréquence Royaliste*, organisation régulière de banquets, notamment pour le centième anniversaire des camelots du Roi que le GAR a été le seul à célébrer. Enfin, et surtout, il a dressé le bilan des élections européennes qui fut une vraie réussite pour les royalistes en terme de communication, chose que l'on n'avait vue depuis 1974 avec la candidature de Bertrand Renouvin à la présidentielle.



Dominique Hamel, de l'Alliance royale, a également pris la parole et remercié le Groupe d'Action royaliste pour son implication dans la campagne des européennes : « un geste fondateur » a-t-il dit, qui montre bien que les royalistes de toutes sensibilités peuvent travailler ensemble et obtenir des résultats.

Pierre Hillard, géopoliticien, enseignant les relations internationales à l'ESCE, est quant à lui

intervenu sur le thème de la construction européenne, expliquant qu'elle se fait au détriment des nations et des peuples.

Le banquet s'est terminé par une réunion des fondateurs du Groupe d'Action royaliste, préparant déjà la rentrée de septembre, décidés à continuer l'action politique au service du rétablissement de la monarchie et à maintenir la fidélité à l'esprit des camelots du Roi. ■

RECHERCHE VENDEURS VOLONTAIRES - CAMELOTS

Recherche tous documents concernant les Camelots du Roi (souvenirs, insignes, récits)



VENEZ REJOINDRE NOS EQUIPES DE VENDEURS AU SERVICE DU ROI !

Prière d'entrer en contact avec : Frédéric Winkler : fredericwincler@yahoo.fr



actionroyaliste.com

COLLOQUE

Jacques Bainville à l'étranger

Nous donnons ci-après la suite du compte rendu du colloque *Jacques Bainville : profils et réceptions* qui a eu lieu les 13 et 14 mai derniers à l'université de Metz, et dont Yves Lenormand a retracé la première partie (*L'AF 2000* n° 2772 du 4 juin 2009).

Le 14 mai était consacré à la réception des thèses bainvilliennes à l'étranger. En Allemagne, elle n'eut lieu que dans les années 1920 : le Pr Michel Grunewald, de l'université de Metz, l'a démontré à partir de la thèse de Thomas Wieder, *Nationalismus und Klassizismus in Frankreich* (1939). Après 1936, l'œuvre de Bainville est sollicitée de façon à faire ressortir le désir de paix du régime national-socialiste et l'"impérialisme" français sans bornes. Traduite en de multiples éditions, l'œuvre de Bainville est diffusée sous tous azimuts (Wehrmacht, Hitlerjugend, lycées...).

Le contre-pied allemand

Les romanistes s'efforçaient de prouver qu'il existait en France un consensus antiallemand. Pour eux, Bainville est à la fois un chroniqueur-acteur de la décadence française, et un publiciste dont les thèses doivent être rejetées. Dans *La France et la notion de race* (1937), Ewan Mangolt prend le contre-pied du modèle bainvillien qui affirme le primat de l'intelligence politique sur l'instinct racial. On lui reproche de n'avoir pas fait preuve de mansuétude à l'égard de l'Allemagne de Weimar. En bref, la réception de Bainville est l'avant-goût du comité France-Allemagne et de l'ambassade Abetz.

Le Pr Thomas Niklas, de Reims, a évoqué avec cœur la place de la Bavière dans l'œuvre de Bainville. Elle a été à la fois romantique et littéraire, politique, enfin vécue. Loin d'être germanophile, Bainville a cru dans sa jeunesse à la possibilité d'une réconciliation franco-allemande. À travers l'étude de la politique royale entre 1865 et 1870, l'écrivain se cherche. Comme son *Louis II*, le jeune Bainville fut d'abord romantique en matière littéraire et réaliste en politique. La décision, après Sadowa, de sau-



Louis II de Bavière représentait l'union mystique de l'homme et de l'histoire.

ver le pays et l'avenir de sa dynastie est à ses yeux l'affirmation suprême du rôle de la royauté. Louis II représente l'union mystique de l'homme et de l'histoire.

Réalisme anglais

Le Pr Jean El Gammal, de l'université-sœur de Nancy, s'est penché sur le cas de la Grande-Bretagne. Pour Bainville, l'Entente cordiale n'avait été créée « *qu'en fonction du péril allemand* ». Dédaigneux de Keynes et de son « *pamphlet d'apparence scientifique* » sur *Les Conséquences économiques de la paix*, il se sent davantage proche de l'école réaliste des conservateurs de Stanley Baldwin. Après Locarno, la politique anglaise lui apparaît dépourvue de ligne directrice. Des intellectuels comme Hilaire Belloc, Montgomery Belgion, Dennis Brogan liaient *L'Action Française*. Plusieurs livres de Bainville ont été traduits en anglais. Il était principalement vu comme un chroniqueur, non comme un théoricien. La faiblesse de son influence au Royaume-Uni semble résulter du refus du

conservatisme britannique de se comparer ; par ailleurs, le pragmatisme britannique se désintéresse naturellement d'un mouvement exclu du Pouvoir.

William R. Keylor, professeur à l'université de Boston et pionnier de l'historiographie bainvillienne (*Jacques Bainville and the Renaissance of Royalist History in Twentieth Century France*, 1979), s'est attaché à comparer le réalisme bainvillien et l'idéalisme wilsonien en politique étrangère. Le président américain tenait les conceptions d'équilibre entre États-nations pour responsables du carnage de la Première Guerre mondiale. Son tort fut selon Bainville de « *transposer les questions politiques au domaine de la moralité* ». Au lieu d'oublier les faux principes et de conclure une paix sérieuse fondée sur les réalités, il crut que la prolifération d'institutions démocratiques favoriserait les politiques pacifistes. Après la Seconde Guerre mondiale, des théoriciens américains des relations internationales ont fortement critiqué l'idéalisme wilsonien.

Le Pr Francis Balace, de Liège, eut à analyser, avec sa verve coutumière, l'influence de Bainville outre-Quévrain. Celle-ci fut limitée, comparée à celle de Maurras ou Daudet. Le chroniqueur de politique étrangère était apprécié, surtout au début des années 1920, par les néonationalistes belges, plus que l'auteur dont les thèses "déterministes" juraient avec celles d'historiens tels que Pirenne, partisans d'une nation à base volontariste. Ce qui conduisit certains maurrassiens belges à renvoyer dos à dos comme « *impérialistes* » la France capétienne et l'Allemagne bismarckienne ! Bainville fréquentait la duchesse de Vendôme, sœur du Roi-chevalier, et préfacera l'un de ses livres.

Exemple roumain

Un jeune chercheur de Nantes, Matthieu Boisdron, a rappelé dans une étude perspicace sur *Bainville et la Roumanie d'entre-deux-guerres* que l'exemple roumain révèle son idéal monarchique : il y voit la meilleure garantie de l'indépendance nationale. Bainville fait l'éloge des forces conservatrices, gages de stabilité. Il critique la théorie de la "Barrière de l'Est" contre l'Allemagne et la Russie bolchéviste. Mihaï Farsanu soutint à Berlin une thèse de droit sur la monarchie dédiée à Bainville. Son aura fut peut-être plus grande dans les élites libérales qu'à l'extrême droite. Il fut une référence, non un modèle.

L'ordre portugais

La lecture de la communication d'Ana-Isabel Sardinha-Desvignes, maître de conférences en Sorbonne, sur *Bainville au temps de Salazar* fit apparaître que l'influence intellectuelle de Bainville fut grande. La traduction des *Dictateurs*, s'intégrant à une propagande, est significative. L'intégraliste João Ameal, apologiste de l'Estado novo, écrivit une *Histoire*

du Portugal (1940), œuvre de commande ouvertement inspirée par *l'Histoire de France* de Bainville. On trouve chez lui les mêmes partis pris : interprétation de l'histoire comme un éternel combat entre l'ordre et le désordre, style accessible au plus grand nombre. Pour Ameal, l'histoire est à la fois une science, un art, une éthique : « *J'ai considéré l'Histoire du Portugal comme ma propre histoire - mon histoire de Portugais* » écrit-il. Au final, Bainville ne marqua ni comme maître à penser idéologique ou diplomatique, ni comme prophète, mais bien comme historien.

Bainville faisait aimer l'histoire

Il appartient au Pr Grunewald de tirer les conclusions de ce passionnant colloque. Jacques Bainville a su faire aimer l'histoire à de nombreux lecteurs et écrire de vastes synthèses. Ce précurseur de l'histoire des mentalités



Le tort de Wilson fut de « *transposer les questions politiques au domaine de la moralité* ».

fut un authentique pédagogue. Comme journaliste économique, il a pu influencer les décideurs. Son obsession du problème franco-allemand, son réalisme un peu décalé dans les années 1930 ont conduit à s'interroger sur sa capacité de réactualisation. Il est un passeur important d'une AF qui fut tout sauf monolithique. Pour le cent trentième anniversaire de sa naissance, ce colloque a constitué un hommage sans ostentation ni flagornerie. On peut dire : tel qu'il l'aurait souhaité.

VINCENT GAILLÈRE

PROMENADE LITTÉRAIRE

Senlis, printemps royal et français...

« *Les rois sont éternels comme les printemps.* » (Peman, poète espagnol) Nous autres, minutieux et persévérants artisans des mémoires françaises, nous ne saurions nous lasser d'évoquer le printemps de cette année 2009, le printemps des Noces de Senlis. Un poème m'est revenu à l'esprit, celui de Paul Fort intitulé *Les Beaux Noms*. Et j'en retiens plus particulièrement, comme un cristal de l'âme française : « *Qu'il bat, mon cœur, aux noms de Nemours, de Senlis ! Quand je les murmure, oh ! Quel noble plaisir ! Senlis, tenez, je m'agenouille presque. Ô*

Nemours tout douleur, ô Senlis tout sourire, tourterelles et lys, adieu beaux noms chantants ! »

Cette invocation recueillie dans les *Ballades françaises* fut écrite en 1909 : cent ans, tout juste, et l'on croirait que le poète eut pressenti le jour des noces de nos princes, Jean et Philomène : « *Tourterelles et lys* », l'accord musical semble avoir été inscrit par avance pour être le symbole sacré d'un moment de notre histoire. Et mon vieux volume fatigué, destiné au temps « *déjà jadis* » de nos baccalauréats, prend la dignité d'un grimoire prophétique, magique et sacré. C'est comme si un instrument de musique, caché derrière le rideau des anciens jours, évoquait, en un étrange cortège, les bardes et les trouvères, les violoneux des

règnes bourbonniens, les poètes d'avant 1914 et d'avant 1939 dont les vers sont restés, parfois inexplicablement, dans nos mémoires : une France fleurie de tendresse, où les *Ballades françaises* de Paul Fort, le poète-jardinier, rejoignent les intuitions de Gérard de Nerval dans *Sylvie* ou le *Valois*, d'Henri de Régnier qui chanta mélancoliquement Versailles, et d'autres tous semblables à des fleuves et ruisseaux mystérieux coulant dans le sens du même destin : Maeterlink, Bosco, André Dhôtel, Julien Gracq - et, bien entendu, Jacques Perret, notre ami de toujours, porteur tout désigné de la bannière royale dans cette procession française. Je crois voir, avec l'évocation de Senlis, les pays jadis par nous parcourus, et des âmes toutes proches ou apparemment plus lointaines :

la romance amoureuse, l'épithalame toujours attendu dans quelque strophe de nos vieux airs ; et les plaisantes créations venues du monde de la fable : la « *Bête Ma-housse* » et « *l'Âne Culotte* », avec d'autres aimables compagnons de notre enfance et de nos quinze ans. Ce temps déjà embrumé revient pour réclamer la gaieté voisinant avec la dévotion sacrée et une noble mélancolie, parfois gage de durée obstinée, de pérennité militante. Les portes du sanctuaire de Senlis en ce jour nuptial se sont ouvertes pour le passage de la joie. « *Jésus, que ma joie demeure !* » dit une harmonie célèbre. Telle sera, même avec le décours des jours et des mois futurs, notre oraison à la gloire des Noces de Senlis.

JEAN-BAPTISTE MORVAN